

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 223

28 janvier 2015

SOMMAIRE

Accurate Consulting Benelux	10679	New York Life Investment Management Global Holdings S.à r.l.	10664
A & G Europe Finance SPF S.A.	10665	Noisy Le Grand Paris	10660
EPF Acquisition Co 33 S.à.r.l.	10695	Padisha Properties S.A.	10663
Erika S.à r.l.	10668	Peaksid Four S.à r.l.	10665
Gomboc S.A.	10679	Polarités	10675
GTCR Gridlock International (Luxem- bourg) S.à r.l.	10668	Praetor Advisory Company	10677
Juka S. à r.l.	10658	Prime Capital Access SA, SICAV-FIS	10680
Karlix S.A.	10658	Ramius Special Alternative Program	10661
Landericus Property Beta S.à r.l.	10668	REO Klinik Holdings, S. à r.l.	10666
LBREM Europe S.à r.l.	10658	Risher Financial S.à r.l. - SPF	10662
Lime Invest & Co. S.C.A.	10671	RN Opportunity Invest S.à r.l.	10663
MBERP II (Luxembourg) 4 S.à r.l.	10704	Rubyto Investments S.A.	10662
Menaco Invest S.A.	10664	S.A. GESPAT (Gestion Patrimoine)	10659
Mersch & Schmitz Services S.à.r.l.	10659	Star SDL Investment Co S.à r.l.	10659
Mie Group S.A.	10660	Sun European Investment I S.à r.l.	10662
Miyako S.à.r.l.	10659	The AIG African Infrastructure Fund Hold- ing S.à r.l.	10663
Moda G.A.S. S.à r.l.	10661	Tigridia S.à r.l.	10658
Modern Style S.à.r.l.	10664	Unicom International S.A.	10661
Mon Toit S.à r.l.	10664	V Cars SC	10663
Nano Bubble Technologies (Luxembourg) S.A.	10660	Vendôme Financière S.A.	10665
Nautilux Shipping S.A.	10661	Vestar International S.A.	10665
Neunheuser S.à r.l.	10660	Voltige Luxembourg	10658

Juka S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3850 Schiffflange, 22, avenue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 131.806.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014209309/10.

(140233690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Karlix S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 32.887.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014209317/10.

(140234076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Voltige Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 24.789,35.

Siège social: L-5366 Munsbach, 151, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 56.599.

L'assemblée générale ordinaire a nommé le 4 juillet 2014 Monsieur Thierry CHICHE, né le 24 avril 1954 à Alger, Algérie, demeurant professionnellement au 107, voie de la Liberté, F-57160 Scy-Chazelles, en tant que gérant de la Société avec effet au 4 juillet 2014 pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014209751/11.

(140233607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Tigridia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 147.998.

Les comptes annuels rectifiés au 31 DECEMBRE 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2014209702/11.

(140233894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

LBREM Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 110.486.

Par la présente, je vous informe de ma démission en tant que gérant de catégorie A de la société LBREM Europe S.à r.l. avec effet au 14 décembre 2014.

Je vous demande par conséquent de bien vouloir procéder à toutes les formalités nécessaires en vue de l'enregistrement de ma démission.

A Luxembourg, le 3 décembre 2014.

Martijn Sinnighe Damsté.

Référence de publication: 2014209363/12.

(140234512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Star SDL Investment Co S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 80.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 109.817.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 décembre 2014.
Référence de publication: 2014207367/10.
(140231829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Miyako S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 4, avenue Victor Hugo.
R.C.S. Luxembourg B 124.341.

Le bilan approuvé au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 décembre 2014.
Référence de publication: 2014207208/10.
(140231726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Mersch & Schmitz Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8279 Holzem, 26, route de Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 89.887.

Les Comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Strassen, le 23/12/2014.
Pour MERSCH & SCHMITZ SERVICES S.à r.l.
J. REUTER
Référence de publication: 2014207196/12.
(140230983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

S.A. GESPAT (Gestion Patrimoine), Société Anonyme.**Capital social: EUR 55.776,04.**

Siège social: L-3510 Dudelange, 14, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 39.915.

Constituée par acte authentique de maître Urbain Tholl, notaire de résidence à Rédange-sur-Attert, le vingt-huit février 1992 et publié aux annexes du Mémorial sous le numéro C - n° 388.
Dernière modification intervenue le 22 octobre 2002, publiée au Mémorial, recueil des sociétés et associations du 11 décembre 2002 sous le numéro C-N° 1674.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du mercredi 29 octobre 2014.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire du mercredi 29 octobre 2014, la décision suivante a été prise à l'unanimité des voix:

Transfert du siège social

L'Assemblée décide de transférer le siège social de L - 3440 Dudelange, Avenue de la Grande Duchesse Charlotte, 46 à L - 3510 Dudelange, rue de la Libération, 14 avec effet au 1^{er} novembre 2014.

Dudelange, le 1^{er} décembre 2014.

Pour extrait conforme
PERUZZO Luigi
Administrateur-délégué

Référence de publication: 2014207349/22.

(140231662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Mie Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 111.813.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 décembre 2014.
Référence de publication: 2014207202/10.
(140231306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Noisy Le Grand Paris, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 133.854.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 décembre 2014.
Fabrice Mas
Gérant
Référence de publication: 2014207230/13.
(140231123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Nano Bubble Technologies (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 162.336.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 15 décembre 2014

La liquidation de la société NANO BUBBLE TECHNOLOGES (Luxembourg) S.A. est clôturée.
Les livres et documents sociaux sont déposés à l'adresse, 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, et y seront conservés pendant cinq ans au moins.
Luxembourg, le 15 décembre 2014.
Pour extrait sincère et conforme
Haggay AIDLIN
Référence de publication: 2014207231/15.
(140231013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Neunheuser S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4384 Ehlerange, Z.A.R.E. Ouest.
R.C.S. Luxembourg B 161.952.

Suite à la démission du gérant Monsieur ALOISIO Jean Gérard demeurant professionnellement à L-4384 EHLERANGE Z.A.R.E. Ouest, la société est représentée et engagée valablement en toutes circonstances par la seule signature du nouveau gérant Monsieur WILLEMS Philippe demeurant à B-1950 KRAINEM Avenue des Cerfs, 41, pour une durée indéterminée.

Suite à la cession de parts sociales sous sein privée du 10 novembre 2014 suivant laquelle Monsieur ALOISIO Jean Gérard a cédé ses 100 parts sociales lui appartenant de la société NEUNHEUSER SARL à la société BKS S.A. ayant son siège social à B-4800 VERVIERS rue Jean Koch, 4, la répartition des parts sociales de la société est la suivante:
BKS S.A. 100 parts sociales
Ehlerange, le 10 novembre 2014.
Référence de publication: 2014207226/16.
(140231308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Nautilux Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 9, boulevard Dr Charles Marx.
R.C.S. Luxembourg B 66.114.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014207233/10.

(140231707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Moda G.A.S. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4040 Esch-sur-Alzette, 4, rue Xavier Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 85.637.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2014207210/10.

(140231506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Unicom International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 162.052.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WILSON ASSOCIATES
11, Boulevard Royal
L-2449 LUXEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2014207454/13.

(140231820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Ramius Special Alternative Program, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 132.239.

Extrait des résolutions prises à l'assemblée générale statutaire du 30 juin 2014

Il a été décidé:

- de réélire Monsieur Owen S. LITTMAN, résidant professionnellement au 599 Lexington Avenue, NY 10022 New York et Mme Frédérique LEFEVRE, résidant professionnellement au 8-10 avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg en tant qu'administrateurs pour un nouveau mandat d'un an, se terminant à l'assemblée générale statutaire de 2015.
- de ne pas renouveler le mandat d'administrateur de Mr André SCHMIT.
- de nommer Mr Tolga BAKIRCIOGLU, résidant professionnellement au 599 Lexington Avenue, NY 10022 New York en tant qu'administrateur pour un mandat d'un an se terminant à l'assemblée générale statutaire de 2015.
- de réélire PRICEWATERHOUSECOOPERS, 2 rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, en qualité de réviseur d'entreprises pour un nouveau terme d'un an, se terminant à l'assemblée générale statutaire de 2015.

Extrait certifié sincère et conforme
Pour RAMIUS SPECIAL ALTERNATIVE PROGRAM
KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2014207333/21.

(140231197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Risher Financial S.à r.l. - SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 177.778.

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales signé en date du 19/12/2014 que:

Madame Maria Nuria Quintana Vila a cédé 250 parts sociales de la société RISHER FINANCIAL S.à r.l. - SPF à Mr Juan Barcelo Padrosa, né le 20/11/1946 à Playa de Aro (Espagne), demeurant à C. Marina 31 cp 17250 Palya de Aro/Girona (Espagne).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2014207339/14.

(140230820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Rubyto Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 117.650.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 1^{er} décembre 2014

La société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois Intertrust (Luxembourg) S.à r.l., ayant son siège social à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, (R.C.S. Luxembourg B 103.123) est nommée pour une durée indéterminée à la fonction de dépositaire, en application des dispositions de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

RUBYTO INVESTMENTS S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2014207347/16.

(140231301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Sun European Investment I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 190.860.

EXTRAIT

Suivant un contrat de transfert de parts sociales en date du 19 décembre 2014:

- 1605 parts sociales émises par la Société et détenues par Admiral European Investment Co. I SARL, une société à responsabilité limitée, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, sous le numéro B187625, ayant son siège social au 1 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, ont été transférées à Commodore European Investment Co. I SARL, une société à responsabilité limitée, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, sous le numéro B187627, ayant son siège social au 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- 1452 parts sociales émises par la Société et détenues par Admiral European Investment Co. I SARL ont été transférées à Ensign European Investment Co. I SARL, une société à responsabilité limitée, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, sous le numéro B187623, ayant son siège social au 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- 250 parts sociales émises par la Société et détenues par Admiral European Investment Co. I SARL ont été transférées à Plenium Partners. S.L., une société immatriculée auprès du Registro Mercantil de Madrid, sous le numéro B85-116671, ayant son siège social au calle Velazquez, 47-7^o planta, Madrid, Espagne.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2014

Pour Sun European Investment I S.à r.l.

Référence de publication: 2014207368/24.

(140232116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

The AIG African Infrastructure Fund Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.535.100,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 101.959.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014207418/9.

(140230512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Padisha Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 121.919.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014207279/10.

(140231817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

RN Opportunity Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 174.993.

Suite au contrat de cession de parts daté du 19 décembre 2014, Monsieur Rémy Nauleau, domicilié à Château Cransac, Impasse Lissard, F-31620 Fronton, France, a transféré les 2,500 parts sociales qu'il détenait dans la Société à la société RN. PATRI. ONE S.à r.l. ayant son siège social au 7, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 165 879.

Pour extrait sincère et conforme

United International Management S.A.

Mandataire

Référence de publication: 2014207341/15.

(140231928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

V Cars SC, Société Civile.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg E 5.181.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions adoptées une assemblée générale extraordinaire tenue à Luxembourg en date du 18 décembre 2014, que:

1) L'assemblée a décidé de transférer l'adresse du siège social à l'adresse suivante: L-1219 Luxembourg 23 rue Beaumont

2) L'assemblée générale a décidé de modifier l'article 4 des statuts, pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 4.** Le siège social de la Société est établi à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg sur simple décision de l'assemblée générale.».

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Pour V CARS SC

Joffray VALLAT

Administrateur

Référence de publication: 2014207457/20.

(140230806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Modern Style S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3270 Bettembourg, 17, route de Peppange.

R.C.S. Luxembourg B 74.562.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06/02/2013.

Référence de publication: 2014207213/10.

(140231781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Mon Toit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3441 Dudelange, 65, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 92.266.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014207215/10.

(140231864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

New York Life Investment Management Global Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 180.524.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2014207227/12.

(140230746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Menaco Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 169.370.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration du 18 août 2014.

- Il est pris acte de la démission de Monsieur Pierre-Siffrein GUILLET de son mandat d'Administrateur et de ses fonctions de Président du Conseil d'Administration avec effet à ce jour.

- Mademoiselle Kalliopi FOURNARI, employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est cooptée en tant qu'Administrateur en remplacement de Monsieur Pierre-Siffrein GUILLET, démissionnaire, avec effet à ce jour, et ce pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur, mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2017.

- Conformément aux dispositions de l'article 64 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les Administrateurs élisent en leur sein un Président en la personne de Monsieur Ch. MOGNOL, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L - 2086 Luxembourg. Ce dernier assumera cette fonction jusqu'à l'Assemblée Statutaire de 2017.

Fait à Luxembourg, le 18 août 2014.

Certifié sincère et conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014207194/22.

(140231495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Vendôme Financière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 95.514.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014207472/9.

(140230680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Vestar International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 115.051.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
VESTAR INTERNATIONAL S.A.

Référence de publication: 2014207473/11.

(140231341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Peaksid Four S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 164.047.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2014.

TMF Luxembourg S.A.
Signatures

Référence de publication: 2014208388/13.

(140233212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

A & G Europe Finance SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8826 Perlé, 3, rue de l'Eglise.
R.C.S. Luxembourg B 106.814.

Extrait du procès-verbal d'une réunion de l'assemblée générale tenue au siège social le 11 décembre 2014

L'Assemblée décide de renouveler le conseil d'administration de la manière suivante et ce pour une durée de 6 ans:

- Monsieur Jean-Marc GATIN, Administrateur et domicilié à L-8826 PERLE, Rue de l'Eglise 30/A;
- Monsieur André GATIN, Administrateur et domicilié à B-6970 TENEVILLE, Au gris Han 4;
- Madame Cécile GEORGES, Administrateur et domiciliée à B-6970 TENEVILLE, Au gris Han 4;

L'Assemblée décide de renouveler le mandat de Commissaire de la société Fiduciaire Internationale SA, situé 7 route d'Esch à L-1470 Luxembourg, inscrite au RCS sous le n° B-34813, pour une durée de 6 ans

Le conseil d'administration se réunit à l'instant même et décide de renouveler les mandats des administrateurs-délégués pour un période de 6 ans

- Monsieur Jean-Marc GATIN, Administrateur-délégué et Président du conseil d'administration
- Monsieur André GATIN, Administrateur-délégué

Les mandats des administrateurs, administrateurs-délégué, Président du conseil d'administration et du commissaire prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale de 2019.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014207538/21.

(140232592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

REO Klinik Holdings, S. à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 16, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 131.927.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth of December.

Before Us Me Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appeared:

The company REO Holdings Lux S.à r.l. (formerly REO HOLDINGS LUX S.A.), having its registered office at L-1222 Luxembourg, 16, rue Beck, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 131.774,

here represented by Mr. Laurent WALLENBORN, managing director, residing professionally at L-6492 Echternach, 2, rue Thoull, by virtue of a proxy given under private seal on December 12, 2014,

which proxy after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary shall stay affixed to the present deed to be filed with the registration authorities.

This appearing party, represented as said before, declares and requests the notary to act:

1) That REO Klinik Holdings, S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company, established and having its registered office at L-1222 Luxembourg, 16, rue Beck, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 131.927, (hereinafter referred to as the "Company"), has been incorporated pursuant to a deed by the notary Martine SCHAEFFER, residing in Luxembourg, on the 10th of September 2007, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations number 2404 of October 24, 2007.

2) That the corporate capital is set at twelve thousand five hundred Euro (€ 12.500.-), represented by one hundred twenty-five (125) shares of one hundred Euro (€ 100.-) each.

3) That REO Holdings Lux S.à r.l. is the sole owner of all the shares of the Company, (the "Sole Shareholder").

4) That the Sole Shareholder at an extraordinary Shareholders' meeting amending the articles of the Company declares the dissolution of the Company with immediate effect and the commencement of the liquidation process.

5) That the Sole Shareholder appoints Mr. Marcus KRUIJS, residing professionally at L-1222 Luxembourg, 16, rue Beck, as liquidator of the Company, who, in this capacity as liquidator of the Company, has full powers to sign, execute and deliver any acts and any documents, to make any declaration and to do anything necessary or useful so to bring into effect the purposes of the present deed.

6) That the Sole shareholder decides to immediately convene the second and third general meeting of shareholders in accordance with article 151 of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies and to immediately hold these meetings one after the other.

7) That the Sole Shareholder declares having thorough knowledge of the articles of association and of the financial situation of the Company.

8) That with the approval of debtors, all debts have been taken over by the Sole Shareholder.

9) That the Sole Shareholder approves the liquidation report established on December 2014 and declares that he takes over all the assets of the Company, and that he will assume any existing debt of the Company.

The liquidation report, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, shall stay affixed to the present deed to be filed with the registration authorities.

10) That the Sole Shareholder appoints the company GLT FIDUCIAIRE S.A., having its registered office in L-6492 Echternach, 2, rue Thoull, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 122.426, as auditor to the liquidation and asks it to establish a report on the liquidation.

Having reviewed the report of the auditor to the liquidation, the Sole Shareholder accepts its findings, approves the liquidation accounts and grants a total and entire discharge, without reserve or restriction to the prenamed auditor, in relation to the verifications carried out as of the date hereof. The report of the auditor to the liquidation shall stay affixed to the present deed to be filed with the registration authorities.

11) That the Sole Shareholder, in the third general meeting of Shareholders, declares that the liquidation of the Company is closed and that any registers of the Company recording the issuance of shares or any other securities shall be cancelled.

He confirms that the Company has definitely ceased to exist.

12) That discharge is given to the managers of the Company.

13) That the books and documents of the Company will be kept for a period of five years at least in Luxembourg at the former registered office of the Company in L-1222 Luxembourg, 16, rue Beck.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English and French, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the French version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Echternach, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the mandatory of the appearing party, acting as said before, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said mandatory has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-huit décembre.

Pardevant Nous Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

La société REO Holdings Lux S.à r.l. (anciennement REO HOLDINGS LUX S.A.), ayant son siège social à L-1222 Luxembourg, 16, rue Beck, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 131.774, représentée par Monsieur Laurent WALLENBORN, administrateur-délégué, demeurant professionnellement à L-6492 Echternach, 2, rue Thoull, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 12 décembre 2014,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante déclare et requiert le notaire instrumentaire d'acter:

1) Que REO Klinik Holdings, S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, établie et ayant son siège social à L-1222 Luxembourg, 16, rue Beck, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 131.927, (ci-après la "Société"), a été constituée suivant acte reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 10 septembre 2007, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 2404 du 24 octobre 2007.

2) Que le capital social souscrit de la Société est fixé à douze mille cinq cents Euros (€ 12.500.-), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent Euros (€ 100.-) chacune.

3) Que REO Holdings Lux S.à r.l., préqualifiée, est le seul propriétaire de toutes les parts sociales de la Société (l'"associée unique).

4) Que l'associée unique siégeant en assemblée générale extraordinaire des associés modificative des statuts de la Société, prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat et la mise en liquidation.

5) Que l'associée unique désigne Monsieur Marcus KRUUS, demeurant professionnellement à L-1222 Luxembourg, 16, rue Beck, comme liquidateur de la Société, lequel aura dans cette capacité de liquidateur de la société pleins pouvoirs d'établir, signer, exécuter et délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte.

6) Que l'associée unique déclare fixer à tout de suite la deuxième et troisième assemblée conformément à l'article 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et les tenir immédiatement l'une après l'autre.

7) Que l'associée unique déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société.

8) Que de l'accord des créanciers, toutes les dettes ont été reprises par l'associée unique.

9) Que l'associée unique approuve le rapport de liquidation établi en date du 12 décembre 2014 et déclare qu'il reprend tout l'actif de la Société et qu'il s'engagera à régler tout le passif de la Société.

Le rapport sur la liquidation, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexé au présent acte avec lequel il sera enregistré.

10) Que l'associé unique nomme en qualité de commissaire à la liquidation la société GLT FIDUCIAIRE S.A., avec siège social à L-6492 Echternach, 2, rue Thoull, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 122.426, et lui confie la mission de faire le rapport sur la gestion.

Après avoir pris connaissance du rapport du commissaire à la liquidation, l'associée unique en adopte les conclusions, approuve les comptes de liquidation et donne décharge pleine et entière, sans réserve ni restriction au prédit commissaire pour ses travaux de vérification effectués ce jour. Le rapport du commissaire à la liquidation est annexé au présent acte pour être enregistré avec lui.

11) Que l'associée unique, constituée en troisième assemblée, déclare que la liquidation de la Société est clôturée et que tous les registres de la Société relatifs à l'émission de parts sociales ou de tous autres titres seront annulés.

Elle constate que la Société a définitivement cessé d'exister.

12) Que décharge est donnée aux gérants de la Société pour l'exécution de leur mandat.

13) Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège de la société à L-1222 Luxembourg, 16, rue Beck.

Constatation

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version française fera foi.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Echternach, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, le notaire, le présent acte.

Signé: L. WALLENBORN, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 19 décembre 2014. Relation: ECH/2014/2597. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 24 décembre 2014.

Référence de publication: 2014208476/122.

(140232327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Erika S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 92, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 121.098.

Le bilan approuvé au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Référence de publication: 2014209087/10.

(140234655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Landericus Property Beta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 135.474.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 19 décembre 2014.

Acceptation de la démission, avec effet au 31 octobre 2014, de Monsieur Paul Rickard, gérant de classe A de la société.

Extrait sincère et conforme

LANDERICUS PROPERTY BETA S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2014205886/12.

(140230427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

GTCR Gridlock International (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 71.640,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 162.981.

In the year two thousand and fourteen, on the eleventh day of December.

Before Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared:

GTCR Gridlock Holdings (Luxembourg) S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 162.934 and having a share capital of one million three hundred seventy-eight thousand seven hundred ninety-one (USD 1,378,791),

(hereinafter being referred to as the "Sole Shareholder"),

hereby represented by Lou Venturin, attorney-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, represented as above stated, declares that it currently holds all shares of GTCR Gridlock International (Luxembourg) S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Companies Register of Luxembourg under number B 162.981 incorporated by a deed enacted by Maître Martine Schaeffer, notary, residing Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 10 August 2011, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 24 October 2011, under number 2577 (the "Company"). The articles of association (the "Articles") of the Company have been amended for the last time by deed enacted by Maître Henri Hellinckx on 17 December 2013 and published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations on March 6, 2014 under number 593.

The Sole Shareholder confirmed to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

1. Reclassification of one thousand four hundred thirty-eight (1,438) Class 2.2 shares into Class 2.4 shares with allocation of USD 12,942 Class 2.2 share premium to Class 2.4 share premium.
2. Amendment of the first paragraph of article 5 of the articles of association of the Company.
3. Amendment of the shareholders' register.

The appearing party, represented as above stated in its capacity of sole shareholder of the Company, then took the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to reclassify one thousand four hundred thirty-eight (1,438) Class 2.2 Shares (as defined in the Articles) into one thousand four hundred thirty-eight (1,438) Class 2.4 Shares with allocation of twelve thousand nine hundred forty-two United States Dollars (USD 12,942) from the Class 2.2. Shares Premium Account (as defined in the Articles) to the Class 2.4 Shares Premium Account.

Second resolution

As a consequence of the foregoing, the Sole Shareholder resolves to amend the first paragraph of article 5 of the Articles, which shall henceforth be read as follows:

" **5.1.** The capital of the Company is set at seventy-one thousand six hundred and forty United States Dollars (USD 71,640) represented by seventy-one thousand six hundred and forty (71,640) shares in registered form, having a par value of one United States Dollar (USD 1) each (collectively, the Shares, and individually, a Share), divided into (i) twenty thousand (20,000) ordinary shares (in case of plurality, the Ordinary Shares and individually, an Ordinary Share), (ii) twelve thousand (12,000) class 2.1 shares (in case of plurality, the Class 2.1 Shares and individually, a Class 2.1 Share), (iii) eight thousand two hundred and two (8,202) class 2.2 shares (in case of plurality, the Class 2.2 Shares and individually, a Class 2.2 Share), (iv) nine thousand one hundred fifty-two (9,152) class 2.3 shares (in case of plurality, the Class 2.3 Shares and individually, a Class 2.3 Share), (v) nineteen thousand four hundred thirty-eight (19,438) class 2.4 shares (in case of plurality, the Class 2.4 Shares and individually, a Class 2.4 Share), (vi) one thousand seven hundred seventy-four (1,774) class 2.5 shares (in case of plurality, the Class 2.5 Shares and individually, a Class 2.5 Share) and (vii) one thousand seventy-four (1,074) class 2.6 shares (in case of plurality, the Class 2.6 Shares and individually, a Class 2.6 Share), all subscribed and fully paid-up."

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with and give power and authority to any manager of the Company each acting individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the above changes in the register of shareholders of the Company.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document are estimated at approximately EUR 1,500.-

Declaration

The undersigned notary is proficient in English and states herewith that on request of the above appearing person's proxy holder, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person's proxy holder and in case of any discrepancies between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date stated at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person's proxy holder, who is known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, the notary, this original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le onze décembre.

Par-devant Nous, Maître Henri HELLINCKX, notaire, résidant au Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

GTCR Gridlock Holdings (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège à 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 162.934 ayant un capital s'élevant à un million trois cent soixante-dix-huit mille sept cent quatre-vingt-onze dollars américains (1.378.791 USD),

(ci-après étant désignée comme l' "Associé Unique").

ici représentée par Lou Venturin, juriste, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration sera annexée au présent acte à des fins d'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare qu'il détient actuellement la totalité des parts sociales émises par GTCR Gridlock International (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 162.981, par un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire résidant au Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, du 10 août 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 24 octobre 2011, sous le numéro 2577 (la "Société"). Les statuts (les "Statuts") de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte passé devant le notaire Maître Henri Hellinckx en date du 17 décembre 2013 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 6 mars 2014 sous le numéro 593.

L'Associé Unique confirme être pleinement informé des résolutions devant être prises sur base de l'agenda qui suit:

1. Reclassification de mille quatre cent trente-huit (1.438) parts sociales de Classe 2.2 en parts sociales de Classe 2.4 avec allocation de douze mille neuf cent quarante-deux dollars américains (12.942 USD) de prime d'émission de Classe 2.2 à la prime d'émission de Classe 2.4.

2. Modification du premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société.

3. Modification du registre des associés.

La partie qui comparaît, représentée comme indiqué ci-dessus, en sa qualité d'Associé Unique de la Société, a ensuite pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé de reclasser mille quatre cent trente-huit (1.438) Parts Sociales de Classe 2.2 (tel que défini dans le Statuts) en mille quatre cent trente-huit (1.438) Parts Sociales de Classe 2.4 avec allocation de douze mille neuf cent quarante-deux dollars américains (USD 12.942) du Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales de Classe 2.2 (tel que défini dans les Statuts) au Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales de Classe 2.4.

Deuxième résolution

En conséquence de ce qui précède, l'Associé Unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des Statuts, afin qu'il ait désormais la teneur suivante:

" **5.1.** Le capital de la Société est fixé à soixante-et-onze mille six cent quarante dollars américains (USD 71.640.-) représenté par soixante-et-onze mille six cent quarante (71.640) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1.-) chacune (collectivement les Parts Sociales, et individuellement une Part Sociale), divisées en (i) vingt mille (20.000) parts sociales ordinaires (collectivement les Parts Sociales Ordinaires et individuellement, une Part Sociale Ordinaire), (ii) douze mille (12.000) parts sociales de classe 2.1 (collectivement les Parts Sociales de Classe 2.1 et individuellement, une Part Sociale de Classe 2.1), (iii) huit mille deux cent deux (8.202) parts sociales de classe 2.2. (collectivement les Parts Sociales de Classe 2.2 et individuellement, une Part Sociale de Classe 2.2), (iv) neuf mille cent cinquante-deux (9.152) parts sociales de classe 2.3 (collectivement les Parts Sociales de Classe 2.3 et individuellement, une Part Sociale de Classe 2.3), (v) dix-neuf mille quatre cent trente-huit (19.438) parts sociales de classe 2.4 (collectivement les Parts Sociales de Classe 2.4 et individuellement, une Part Sociale de Classe 2.4), (vi) mille sept cent soixante-quatorze (1.774) parts sociales de classe 2.5 (collectivement les Parts Sociales de Classe 2.5 et individuellement, une Part Sociale de Classe 2.5) et (vii) mille soixante-quatorze (1.074) parts sociales de classe 2.6 (collectivement les Parts Sociales de Classe 2.6 et individuellement, une Part Sociale de Classe 2.6), toutes souscrites et entièrement libérées."

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin d'y refléter les modifications ci-dessus et donne le pouvoir et l'autorité à tout gérant de la Société, chacun agissant individuellement, de procéder, pour le compte de la Société, à l'enregistrement des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Evaluation des frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués approximativement à EUR 1.500.-

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui parle et comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande du même comparant, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état civil et domicile, ce dernier a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: L. VENTURIN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 décembre 2014. Relation: LAC/2014/60118. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205662/141.

(140229911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Lime Invest & Co. S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Capital social: EUR 60.000.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 101.458.

—
L'an deux mille quatorze, le trois décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire, résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des associés commandités et des associés commanditaires (l'«Assemblée Générale Extraordinaire») de LIME INVEST & CO. S.C.A., une société en commandite par actions régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 101.458 (la «Société»), constituée initialement sous la forme d'une société en nom collectif suivant acte de Maître Henri Hellinckx, notaire instrumentant alors de résidence à Mersch, en date du 16 juin 2004 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 864 du 24 août 2004 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 17 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 530 du 22 mars 2011.

L'assemblée a été ouverte sous la présidence de Monsieur Philippe VAUTHIER, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg, qui assume également la fonction de scrutateur,

qui a désigné comme secrétaire Madame Arlette SIEBENALER, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant de prendre acte que:

I. L'ordre du jour de l'Assemblée Générale Extraordinaire est le suivant:

Refonte des statuts.

II. Les associés commandités et les associés commanditaires présents ou représentés et le nombre d'actions détenues par chacun d'eux sont consignés sur une liste de présence signée par les actionnaires ou leurs mandataires, par le bureau de l'assemblée et contrôlée par le notaire instrumentant. Les procurations après avoir été signées "ne varietur" resteront annexées au présent acte pour subir avec lui les formalités de l'enregistrement.

III. Il ressort de la liste de présence que les cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit (599.998) actions ordinaires et les deux (2) actions de commandité, d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont présentes ou représentées à la présente Assemblée Générale Extraordinaire.

IV. Tous les associés commandités et les associés commanditaires de la Société, présents ou représentés, déclarent avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour, tel que reproduit supra, préalablement à la présente Assemblée Générale Extraordinaire.

V. La présente Assemblée Générale Extraordinaire est ainsi régulièrement constituée, et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution

L'Assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts pour leur donner la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Constitution, Dénomination sociale. Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires par la suite des actions ci-après créées, une société en commandite par actions sous la dénomination sociale de «LIME INVEST & CO. S.C.A.» (la "Société"), régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la "Loi de 1915"), et par les présents Statuts.

Art. 2. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social pourra être transféré dans la commune de la Ville de Luxembourg ou dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision du (des) Gérant(s).

Il peut être créé, par simple décision du(des) gérants, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à la suspension totale de ces circonstances extraordinaires, sans que toutefois cette mesure provisoire ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par le Gérant.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Objet social. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toute autre forme de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, l'échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toute espèce et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière ou de propriété intellectuelle estimée utile pour l'accomplissement de ses objets.

Elle peut accomplir toute opération généralement quelconque, commerciale, industrielle, financière, mobilière ou immobilière se rapportant directement ou indirectement à son objet ou qu'elle estime utile au développement de son activité et l'accomplissement de son objet.

Art. 5. Capital social. La Société a un capital souscrit de EUR 60.000.000.- (soixante millions d'euros) divisé en 599.998 (cinq cent quatre-vingt dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt dix-huit) actions ordinaires (les «Actions Ordinaires») et deux (2) actions de commandité (les «Actions de Commandité») d'une valeur nominale de cent (EUR 100,-) euros chacune.

Les deux (2) actions de Commandité sont détenues comme suit:

- Une (1) action de Commandité est détenue par Lime Investment Holding Limited, une société constituée et régie selon les lois de Hong Kong, en sa qualité d'associé commandité de la Société; et

- Une (1) action de Commandité est détenue par Dolomies et Chaux S.A., une société constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en sa qualité d'associé commandité et de Gérant de la Société.

Ci-après, les termes «action» ou «actions» feront référence aux Actions Ordinaires et aux Actions de Commandité indistinctement.

Art. 6. Augmentation, réduction de capital. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par décision des actionnaires adoptée de la manière requise pour une modification des Statuts.

Art. 7. Actions nominatives. Toutes les actions de la Société seront émises en tant qu'actions nominatives.

Un registre des actionnaires sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignée(s) à cet effet par la Société, et ce registre contiendra le nom de chaque détenteur d'actions nominatives, sa résidence ou son domicile élu, tel qu'indiqué à la Société et le nombre d'actions détenues par lui.

L'inscription du nom de l'actionnaire dans le registre des actions nominatives établira le droit de propriété sur ces actions nominatives.

Le(s) Gérant(s) est/sont autorisé(s) à accepter et inscrire dans le registre des actions nominatives tout transfert sur base de la remise de tout document approprié relatif au transfert des actions nominatives entre le cédant et le cessionnaire.

Les actionnaires fourniront à la Société une adresse à laquelle toute communication et annonce pourra être envoyée. Cette adresse sera également reprise dans le registre des actions nominatives. Les actionnaires peuvent, à tout moment, modifier leur adresse telle que reprise dans le registre des actionnaires au moyen de l'envoi d'une notification écrite à la Société.

La Société ne reconnaîtra qu'un seul actionnaire par action. En cas d'indivision ou si la propriété d'action(s) est contestée, toutes les personnes alléguant un droit concernant ces actions doivent nommer un seul représentant pour représenter cette/ces action(s) envers la Société. A défaut de nommer un tel représentant, les droits attachés à cette/ces action(s) seront suspendus.

La Société pourra à tout moment à la demande du de(s) Gérant(s) racheter ses propres actions conformément aux dispositions de l'article 49-8 de la Loi de 1915.

Art. 8. Certificats. A la requête d'un actionnaire, le certificat confirmant l'inscription de cet actionnaire au registre des actionnaires sera délivré sous la dénomination que le(s) Gérant(s) déterminera(ont). Ces certificats auront la forme et porteront les mentions et numéros d'identification qui seront déterminées par le(s) Gérant(s). Ces certificats seront signés manuellement ou par facsimilé par un Gérant ou par son délégué. Les certificats perdus, volés ou abîmés seront remplacés par la Société aux conditions de preuve, obligations et indemnités qui seront jugées satisfaisantes par la Société, étant entendu que les certificats abîmés devront être remis avant que de nouveaux certificats ne soient émis.

Art. 9. Gérant(s). La Société sera gérée par un ou plusieurs gérants choisis parmi les associés commandités (le «Gérant» et ensemble les «Gérants»).

Dolomies et Chaux S.A., prénommée, est nommée en tant que Gérant de la Société.

L'assemblée générale des actionnaires pourra, avec l'accord du ou des Gérants, en respectant les règles de quorum et de majorité requises pour la modification des statuts, nommer un ou plusieurs autres Gérants.

Le(s) Gérant(s), qui détiendra(ont) obligatoirement une ou plusieurs Action(s) de Commandité, est/sont responsable(s) conjointement et solidairement pour toutes les dettes de la Société qui ne pourront pas être couvertes par les avoirs de la Société.

L'Action de Commandité détenue par un Gérant peut être transférée uniquement à un successeur ayant une responsabilité illimitée en tant qu'associé commandité.

Art. 10. Pouvoirs de gestion. Le(s) Gérant(s) a/ont les pouvoirs les plus étendus pour faire tout acte d'administration de la Société et autoriser et/ou accomplir tout acte d'administration, disposition et gestion en conformité avec l'objet de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents Statuts à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du/des Gérant(s).

Les détenteurs des seules Actions Ordinaires s'abstiendront d'agir au nom de la Société de toute manière ou qualité si ce n'est pour exercer leur droit d'actionnaire lors des assemblées générales. Leur responsabilité sera limitée au montant de leurs apports à la Société.

Art. 11. Pouvoir de signature. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature d'un Gérant, ou par la/les signature(s) de toute(s) autre(s) personne(s) à qui tel pouvoir de signature aura été conféré par le Gérant ou l'un des Gérants.

Art. 12. Surveillance de la Société. Les comptes annuels de la société seront contrôlés par un réviseur d'entreprises agréé choisi par l'assemblée générale des actionnaires parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises inscrits sur le registre public de la profession d'audit. L'assemblée générale fixera la durée du contrat de prestations de services liant la société et le réviseur d'entreprises agréé. L'institution du conseil de surveillance est supprimée.

Art. 13. Conflits d'intérêts. Aucun contrat ni aucune transaction entre la Société et toute autre société ou entreprise ne sera affecté ou invalidé par le fait que le(s) Gérant(s) ou un ou plusieurs directeur(s) ou représentant(s) du/des Gérant(s) auri(en)t un intérêt quelconque dans telle autre société ou entreprise ou par le fait qu'il serait administrateur, associé, fondé de pouvoir, employé ou actionnaire d'une telle société ou entreprise. Tout administrateur ou fondé de pouvoir du/des Gérant(s), qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entreprise avec laquelle la Société passe des contrats, ou avec laquelle elle est autrement en relation d'affaires, ne sera pas par là-même privé du droit de délibérer, voter ou agir en ce qui concerne des matières en relation avec pareil contrat ou affaire.

Art. 14. Assemblée générale des actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a le pouvoir d'adopter, mettre en place et ratifier toutes les mesures affectant les opérations de la Société, étant entendu que, sauf disposition contraire des Statuts, aucune décision ne sera adoptée valablement sans être approuvée par le(s) Gérant(s).

Un Gérant peut convoquer les assemblées générales d'actionnaires. Les assemblées générales des actionnaires seront convoquées aux termes d'un avis émanant du Gérant ou du Conseil de Surveillance établissant l'ordre du jour envoyé par lettre recommandée au moins huit jours (8) avant l'assemblée à chaque actionnaire à l'adresse de l'actionnaire repris au registre des actions nominatives.

L'assemblée générale annuelle se tiendra le deuxième mardi du mois de mai à 10:30 heures au siège social ou tout autre endroit au Luxembourg spécifié dans la convocation. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

D'autres assemblées générales des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Si l'entièreté du capital social émis est représentée à une assemblée générale des actionnaires, l'assemblée pourra être tenue valablement même en l'absence de toute convocation préalable.

Art. 15. Droits de vote des actionnaires. Tout actionnaire peut prendre part aux délibérations. Il détiendra un nombre de votes égal au nombre d'actions détenues dans la Société et peut valablement agir à toute assemblée des actionnaires au moyen d'une procuration spéciale.

Art. 16. Décisions des actionnaires - majorités. Les décisions des assemblées générales des actionnaires convoquées valablement seront adoptées à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés et votant, sauf disposition contraire des Statuts ou dans la Loi de 1915. En particulier, lors de toute assemblée générale des actionnaires convoquée afin de modifier les Statuts ou de prendre des décisions pour lesquelles ces Statuts ou la Loi de 1915 fait référence aux conditions requises pour une modification des Statuts, le quorum de présence sera d'au moins la moitié de toutes les actions émises. Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée générale des actionnaires, une seconde assemblée générale pourra être convoquée conformément à la Loi de 1915. La seconde assemblée générale délibérera valablement indépendamment du nombre d'actions présent ou représenté. A chaque réunion, les décisions devront être adoptées par au moins deux tiers des actionnaires présents ou représentés.

De plus, toute assemblée générale des actionnaires ne sera valablement constituée que si les Actions de Commandité sont représentées et nulle décision ne pourra être prise par une assemblée générale des actionnaires si elle n'est approuvée par le vote attaché aux Actions de Commandité, sauf disposition contraire dans les Statuts.

Art. 17. Exercice social. L'exercice social de la Société commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de la même année.

Art. 18. Distribution. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que cette réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde peut être distribué aux actionnaires par décision prise en assemblée générale.

Des acomptes sur dividendes peuvent être déclarés et payés par le(s) Gérant(s) sous réserve d'observer les termes et conditions fixés par la loi.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux actionnaires par décision prise en assemblée générale des actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Le(s) gérant(s) peut/peuvent décider, en conformité avec la Loi de 1915, de verser des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution. Les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Art. 19. Liquidation de la Société. En cas de dissolution de la Société, quels qu'en soient les raisons ou moments, il sera procédé à la liquidation par les soins des liquidateurs ou du/des Gérant(s) alors en fonction qui se verront reconnaître les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la Loi de 1915.

Une fois les dettes, charges et dépenses de liquidation payées, tout solde résultant de la liquidation sera payé aux détenteurs des actions de la Société.

Art. 20. Loi applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, les actionnaires se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms usuels, date de naissance, état civil et demeure, les comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. VAUTHIER, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 décembre 2014. Relation: LAC/2014/59154. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205915/201.

(140229885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Polarités, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 4, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 193.194.

STATUTS

L'AN DEUX MILLE QUATORZE, LE TROIS DECEMBRE.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Monsieur Emmanuel Pierre LAZZARI, dirigeant d'entreprise, né le 28 juin 1966, à Arlon, demeurant Rue de la Semois, 96, à B-6700 ARLON,

ici représenté par Monsieur Benoît DEVAUX, réviseur d'entreprises, demeurant à Virton, spécialement mandaté à cet effet par procuration en date du 14 novembre 2014.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société anonyme qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . Dénomination, Siège, Durée, Objet

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société à responsabilité limitée prend la dénomination de «POLARITÉS»

Art. 3. Le siège social est établi dans la Commune de Koerich.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision prise en assemblée générale des associés aux conditions de présence et de majorité requise pour les modifications aux statuts. Il peut être transféré à tout autre endroit à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. La société a pour objet tant pour son compte propre que pour compte de tiers, ou en participation avec des tiers, tant au Luxembourg qu'à l'étranger:

- l'exploitation d'une agence matrimoniale,
- le courtage matrimonial ou toute activité consistant à offrir, moyennant rémunération, des rencontres entre personnes ayant pour but direct ou indirect la réalisation d'un mariage ou d'une union stable et durable.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, commerciales et industrielles qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Elle peut participer dans ou se fusionner avec d'autres sociétés ou entreprises qui peuvent contribuer à son développement ou le favoriser.

Dans l'exercice de toutes ses activités, la société pourra également, par simple décision du conseil de gérance, établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs, aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger.

Titre II. Capital social, Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille quatre cents EUROS (12.400.- EUR) représenté par cent (100) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales ainsi qu'à l'article 15 des présents statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne.

Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Si l'agrément à une telle cession n'est pas accordé, les associés restants pourront exercer un droit de préemption dans le délai de trois mois suivant le refus d'agrément, et la valeur de rachat des parts sera calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, de l'un d'eux, ne mettent pas fin à la société.

Art. 11. Les créanciers, ayants-droits ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Titre III. Administration

Art. 12. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Ils sont susceptibles d'être révoqués ad nutum par l'assemblée générale des associés.

Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Art. 14. La société est valablement engagée, en toutes circonstances, par la signature du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants (technique et administratif s'il en est) ou par la signature unique du (des) gérant(s) administratif(s) ou par la (les) autre(s) signature(s) de toute(s) autre(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par le gérant ou le conseil de gérance.

Titre IV. Assemblée générale

Art. 15. Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la municipalité tel que précisé dans la convocation de l'assemblée, le dernier vendredi du mois de février à 20 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société et pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Titre V. Exercice social, Répartition des bénéfices

Art. 16. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et finit le 31 décembre de la même année.

Art. 17. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dresse(nt) un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société. L'associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 18. Les produits de la société, constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'une réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale des associés.

Titre V. Dissolution, Liquidation

Art. 19. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VI. Disposition générale

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Les comparants ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ EUR 1.100,-.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2015.

Souscription - libération

Les statuts étant ainsi rédigés, la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare que les parts sociales ont été souscrites comme suit:

Monsieur Emmanuel LAZZARI, précité, à concurrence de douze mille quatre cents euros, soit 100 parts sociales, et déclare que les parts sociales ont toutes été libérées par des versements en espèces

de sorte que la somme de douze mille quatre cents euros (12.400-EUR) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Assemblée générale de l'associé unique

Les statuts étant ainsi rédigés, l'associé unique représentant la totalité du capital, a adopté immédiatement les résolutions suivantes:

- Il est décidé de fixer à un (1) le nombre de gérant et décide par ailleurs de nommer à cette fonction, pour une période indéterminée:

Monsieur Emmanuel LAZZARI, précité

- Il est décidé de fixer le siège social de la Société au 4, rue d'Arlon, à L-8399 Windhof, Commune de Koerich.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leur nom, prénoms, état et demeure, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: B. DEVAUX, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 05 décembre 2014. Relation: LAC/2014/58101. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015001085/131.

(140235626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2015.

Praetor Advisory Company, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 99.245.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and fourteen, on the fifteenth day of December.

Before the undersigned Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Mobilim International - Group Martin Maurel S.à r.l. a company incorporated under the laws of Luxembourg and having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, registered with the Trade and Company Register of Luxembourg under number B 70 356, by virtue of a proxy given under private seal.

duly represented by Ms. Virginie PIERRU, employee, professionally residing at L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, by virtue of a power of attorney, given under private seal.

The said proxy, signed ne varietur by the appearing person, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing party, represented as aforesaid, is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Praetor Advisory Company, having its principal office in 5, rue Guillaume J. Kroll, L-1882 Luxembourg, has been incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph ELVINGER, notary in Luxembourg, on February 11th, 2004 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 392 of April 10th, 2004 (the "Company").

The Sole Shareholder, represented as aforesaid, declares that it has full knowledge of the articles of incorporation and of the financial standing of the Company and decides to dissolve and liquidate the Company with immediate effect.

The subscribed capital of the company is set at one hundred twenty-five thousand EURO (125.000,- EUR), represented by six hundred thirty (630) shares of category A and six hundred twenty (620) shares of category B, with a nominal of one hundred EURO (100,- EUR) each, all subscribed and fully paid-up.

Being the Sole Shareholder of the shares and liquidator of the Company the appearing party, represented as aforesaid, declares that all assets have been realised, and property of all assets has been transferred to the sole shareholder that any and all liabilities towards third parties known to the Company have been entirely paid or duly accounted for. Regarding any eventual liability presently unknown to the Company and not paid until the date of dissolution, the Sole Shareholder, irrevocably assumes the obligation to guarantee payment of any such liability, with the result that the liquidation of the Company is to be considered closed.

The Sole Shareholder, represented as aforesaid, gives discharge to the Board of Directors and to the statutory auditor for their mandates up to this date.

That the Sole shareholder, represented as aforesaid, declares that the dissolution and liquidation of the Company is closed and that any registers of the Company recording the issuance of shares or any other securities shall be cancelled.

The corporate books and accounts of the Company will be kept for periods of five years at registered office of the Company.

In order to perform all the formalities relating to the registrations, the publications, the cancellations, the filing and all other formalities to be performed by virtue of the present deed, all powers are granted to the bearer of an authentic copy. However, no confusion of assets and liabilities between the dissolved Company and the share capital of, or reimbursement to the sole shareholder will be possible before the end of a period of thirty days (article 69 (2) of the law on commercial companies) from the day of publication and subject to the non-respect by any creditor of the dissolved Company of the granting of guarantees.

Expenses

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be eight hundred euros (EUR 800.-).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quinze décembre.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Mobilim International - Group Martin Maurel S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, immatriculé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 70 356

ici dûment représentée par Mme. Virginie PIERRU, employée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par la comparante, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

La comparante, représentée comme ci-avant, est l'actionnaire unique («l'Actionnaire Unique») de Praetor Advisory Company, ayant son siège social au 5, rue Guillaume J. Kroll, L-1882 Luxembourg, a été constituée suivant acte reçu par le notaire Maître Henri Hellinckx en date du 11 février 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 392 du 10 avril 2004 (la «Société»).

L'Actionnaire Unique, représentée comme ci-avant, déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société et décide de dissoudre et de liquider la Société avec effet immédiat.

Le capital social de la société est de cent vingt-cinq mille EUROS (125.000,- EUR) représenté par six cent trente (630) actions de catégorie A et six cent vingt (620) actions de catégorie B d'une valeur nominale de cent EUROS (100,- EUR) chacune, entièrement souscrites et libérées.

En agissant en qualité de liquidateur de la Société, tant qu'en qualité d'Actionnaire Unique, il déclare que tous les passifs connus de la société vis-à-vis des tiers ont été réglés entièrement ou dûment provisionnés, par rapport à d'éventuels passifs, actuellement inconnus de la société et non payés à l'heure actuelle, assumer irrévocablement l'obligation de les payer. Tous les actifs ont été réalisés, que tous les actifs deviendront la propriété de l'Actionnaire Unique, de sorte que la liquidation de la société est à considérer comme clôturée.

Décharge pleine et entière est accordée par le comparant, représenté comme ci-avant, aux membres du conseil d'administration ainsi qu'au commissaire aux comptes, pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

L'Actionnaire Unique, représenté comme ci-avant, déclare que la dissolution et liquidation de la Société sont clôturées et que tous les registres de la Société relatifs à l'émission d'actions ou de tous autres titres seront annulés.

Les livres et comptes de la Société seront conservés pendant cinq ans au siège social.

Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes. Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la Société dissoute et l'avoir social de ou remboursement à l'associée unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué à huit cents euros (800,-EUR).

DONT ACTE, fait et passé en l'étude à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: V. PIERRU, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 décembre 2014. LAC/2014/61114. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2014208403/102.

(140232815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Accurate Consulting Benelux, Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 150.431.

Date de clôture des comptes annuels au 31/12/2013 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DERENBACH, le 30/12/2014.

FRL SA

Signature

Référence de publication: 2014208785/13.

(140234635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Gomboc S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 20, rue d'Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 179.882.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 08 octobre 2014

Il résulte de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société en date du 08 octobre 2014 une résolution unique:

L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires prend acte que le siège social de la Société est transféré à L - 1740 Luxembourg, 20, Rue de Hollerich, à compter du 1^{er} novembre 2014.

Luxembourg, le 08 octobre 2014.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2014205650/16.

(140230292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Prime Capital Access SA, SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 155.847.

—
In the year two thousand and fourteen, on the eleventh day of the month of December.
Before Us Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg,
was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of Prime Capital Access S.A., SICAV-FIS (the "Company"), a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, with its registered office at L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste, incorporated under Luxembourg law by a deed of Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, on 29 September 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2440 on 12 November 2010.

The Meeting was presided over by Me Laura MACRI, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Mrs. Christa SIMONS, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mr. Kevin Mc FADDEN, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to record that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list which is signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders and by the members of the bureau. This list and the proxies initialled "ne varietur" by the members of the bureau will be attached to this deed to be filed with the registration authorities.

II. That all the shares outstanding are registered shares and that the shareholders have been informed of the present Meeting by a convening notice sent by registered mail on 10 December 2014.

III. As it appears from the attendance list, 486,838,9143 shares currently in issue, representing 55.47 % of the capital of the Company, are duly represented at the Meeting.

IV. The agenda of the Meeting is the following:

Agenda

Full restatement of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") including principally but not limited to the amendments as detailed below:

(i) Amendment to the corporate object contained in Article 4 of the Articles so as to read as follows:

" Art. 4. Object of the company.

4.1 The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in assets of any kind with the purpose of spreading investment risks, and affording its shareholders the results of the management of its assets.

4.2 The Company may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the 2007 Act.

4.3 Nothing in the Articles shall be construed so as to prohibit the Company, alternative investment fund manager of the Company (appointed pursuant to the AIFM Act and the German AIFMD implementation act, KAGB as the investment manager of the Company, the "AIFM"), Depositary (as defined below), or other service provider to the Company from complying with applicable laws, rules and/or regulations including, but not limited to, the AIFM Rules. Furthermore, the terms of the appointment of any AIFM, Depositary and other service provider shall be in accordance with applicable law, rules and/or regulation including but not limited to the AIFM Rules."

(ii) General update of the Articles in order to, among others, in view of the appointment of an alternative investment fund manager and to comply with the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers among which:

- Article 12 of the Articles: information on the availability of valuations and calculations.
- Insertion of a new Article 15 of the Articles: investor disclosure;
- Article 25 (formerly 24) of the Articles: clarification of the accounting standards;
- Article 27 of the Articles: right to grant preferential treatment to certain investors;
- Article 28 of the Articles: appointment of an alternative investment fund manager;
- Article 29 (formerly 27) of the Articles: description of the depositary's role liabilities;
- Article 32 of the Articles: description of preferential treatment;
- Article 33 of the Articles: applicable law.

(iii) Amendment to Article 7.9 of the Articles to clarify that costs linked to a contribution in kind will not be borne by the Company unless the board of directors considers that the contribution in kind is in the interests of the Company or made to protect the interests of the Company.

(iv) Amendment to Article 11 of the Articles to extend the definition of "US Persons" to which ownership of shares is restricted.

V. That, as a result of the foregoing, the present Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the following resolutions:

Sole resolution

The Meeting resolves to fully restate the articles of incorporation and in particular Article 4 so as to read as follows:

Art. 1. Name.

1.1 There is hereby formed, an investment company with variable capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) in the form of a public limited liability company (société anonyme) under the name "Prime Capital Access SA, SICAV-FIS" (the Company).

1.2 The Company shall be governed by the act of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as it may be amended from time to time (the 2007 Act), the act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the 1915 Act) (provided that in case of conflicts between the 1915 Act and the 2007 Act, the 2007 Act shall prevail), the Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the AIFM Act), the Commission Delegated Regulation (EU) 231/2013 (the Level-II-Regulation) supplementing the Alternative Investment Fund Managers Directive 2011(61/EU (the AIFMD), any other regulation directly applicable in the EU (together with the AIFMD, the AIFM Act and the Level-II-Regulation, the AIFM Rules) as well as by the articles of association of the Company (the Articles).

1.3 The Company may have one shareholder (the Sole Shareholder) or more shareholders. The Company will not be dissolved by insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

1.4 Any reference to the shareholders in the Articles shall be a reference to the Sole Shareholder of the Company if the Company has only one shareholder.

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg-City (or elsewhere in the Grand Duchy of Luxembourg if and to the extent permitted under the 1915 Act) by a resolution of the board of directors (the Board) or by a resolution of the general meeting of shareholders of the Company (the General Meeting).

2.2 The Board shall further have the right to set up offices, administrative centres and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

2.3 If extraordinary events of political, economic or social nature, likely to impair the normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries, shall occur or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such a transfer will have no effect on the nationality of the Company, which shall remain a Luxembourg company. The declaration of the provisional transfer abroad of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the officer of the Company best placed to do so in the circumstances.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 4. Object of the company.

4.1 The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in assets of any kind with the purpose of spreading investment risks, and affording its shareholders the results of the management of its assets.

4.2 The Company may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the 2007 Act.

4.3 Nothing in the Articles shall be construed so as to prohibit the Company, alternative investment fund manager of the Company (appointed pursuant to the AIFM Act and the German AIFMD implementation act, KAGB as the investment manager of the Company, the "AIFM"), Depositary (as defined below), or other service provider to the Company from complying with applicable laws, rules and/or regulations including, but not limited to, the AIFM Rules. Furthermore, the terms of the appointment of any AIFM, Depositary and other service provider shall be in accordance with applicable law, rules and/or regulation including but not limited to the AIFM Rules.

Art. 5. Share capital, Classes of shares.

5.1 The capital of the Company will at all times be equal to the total net assets of the Company and will be represented by fully paid-up shares of no par value.

5.2 The minimum capital, as provided by law, is fixed at one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000) and may never be less than this amount.

5.3 The initial capital is of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) represented by three hundred and ten (310) fully paid up shares with no par value.

5.4 The Company has an umbrella structure. The Board will set up a separate portfolio of assets that represents a sub-fund as defined in article 71 of the 2007 Act (a Sub-fund), and that consists of one or more Classes of Shares (as defined below). Each Sub-fund will be invested in accordance with the investment objective and policy applicable to that

Sub-fund. The investment objective, policy and other specific features of each Sub-fund are set forth in the issuing document of the Company drawn up in accordance with article 52 of the 2007 Act (the Issuing Document). Each Sub-fund may have its own Classes of Shares (as defined below), investment objective, expenses and losses, distribution policy or other specific features.

5.5 Within a Sub-fund, the Board may, at any time, decide to issue different classes of shares (the Classes of Shares, each class of shares being a Class of Shares) the assets of which will be commonly invested. The Classes of Shares may be subject to different rights as described in the Issuing Document, to the extent authorised under the 2007 Act and the 1915 Act.

5.6 A separate Net Asset Value per share will be calculated for each Class of Shares in the manner described in article 12. This Net Asset Value may differ as a consequence of the aforesaid variable factors.

5.7 Within a Class of Shares, the Board may, from time to time, decide to issue separate series of shares (a Series). Each Series of each Class of Shares shall rank equally in priority and preference with every other Series of that Class of Shares except that any performance fee (if applicable) payable by the Company shall be allocated to each Series of each Class of Shares based on the performance of that Series of that Class of Shares. As a result shares of each Series of each Class of Shares may have a different Net Asset Value per share. The capital contributions made in respect of each Series of each Class of Shares shall be maintained in separate accounts with separate records in the books of the Company. The Board may from time to time, combine two or more Series within the same Class of Shares, convert shares of one Series into another Series of the same Class of Shares, eliminate any Series and create new Series without obtaining the approval of the relevant shareholders.

5.8 The Company may create additional Classes of Shares or Series whose features may differ from the existing Classes of Shares or Series and additional Sub-funds whose investment objectives may differ from those of the Sub-funds then existing. Upon creation of new Sub-funds, Classes of Shares or Series, the Issuing Document will be updated, if necessary.

5.9 The Company is one single legal entity. However, in accordance with article 71(5) of the 2007 Act, the rights of the shareholders and creditors relating to a Sub-fund arising from the setting-up, operation and liquidation of a Sub-fund are limited to the assets of that Sub-fund. There shall be no cross liability between Sub-funds, in derogation of article 2093 of the Luxembourg Civil Code.

5.10 The Board may create each Sub-fund for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the Board may, at the expiration of the initial period of time, extend the duration of that Sub-fund one or more times, subject to the relevant provisions of the Issuing Document. The Issuing Document shall indicate whether a Sub-fund is incorporated for an unlimited period of time or, alternatively, its duration and, if applicable, any extension of its duration and the terms and conditions for such extension.

5.11 For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class of Shares will, if not already denominated in EUR, be converted into EUR. The capital of the Company equals the total of the net assets of all the Classes of Shares of all Sub-funds.

Art. 6. Shares.

6.1 The shares of the Company will be issued in registered form only.

6.2 A register of shares of the Company will be kept at the registered office of the Company (the Share Register) and it will be available for inspection by any shareholder. The register will contain the name of each shareholder, its address, the number and Class of Shares held by it, and the transfer of shares and the dates of such transfers.

6.3 Written confirmations of these entries may be issued to the shareholders and these, if any, will be signed by the chairman of the Board or by any other two members of the Board (either by hand, printed or in facsimile).

6.4 In the event that a shareholder does not provide an address, the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the Share Register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

6.5 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company. The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-proprétaire) or between a pledgor and a pledge.

6.6 The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares do not carry voting rights, except where their number is such that they represent a whole share, but are entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

6.7 Subject to the provisions of article 10, the transfer of registered shares is effected by the registration of the name of the transferee in the Share Register. The Company or the AIFM on behalf of the Company may request information to find out the transferee's identity and its quality as Well-Informed Investor. If the transferee fails to deliver the information or does not deliver the information on time, the Company and AIFM on behalf of the Company (or delegate of the AIFM) may reject the acceptance of the request to register the subscription or transfer notice.

6.8 Subject to the provisions of article 11, each share contains one voting right at any meeting of the shareholders or the respective Class of Shares.

Art. 7. Issue of shares general.

7.1 The Board is authorised, without limitation, to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving a preferential right to subscribe for the shares to be issued for the existing shareholders.

7.2 Shares are exclusively reserved for subscription by well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2007 Act (Well-Informed Investors).

7.3 Any further conditions to which the issue of shares may be submitted will be detailed in the Issuing Document. The Board may in particular:

(a) impose restrictions on the frequency at which shares of a certain Class of Shares are issued (and, in particular, decide that shares of a particular Class of Shares will only be issued during one or more offering periods or at such other intervals as provided for in the Issuing Document);

(b) decide that shares of a particular Class of Shares shall only be issued to persons or entities that have entered into a subscription agreement under which the subscriber undertakes inter alia to subscribe for shares, during a specified period, up to a certain amount. As far as permitted under Luxembourg laws and regulations, any subscription agreement may contain specific provisions not contained in the other subscription agreements;

(c) impose conditions on the issue of shares (including the execution of such subscription documents and the provision of such information as the Board may determine to be appropriate) and fix a minimum subscription, minimum subsequent subscription amount, and/or a minimum commitment or holding amount;

(d) determine any default provisions on non or late payment for shares or restrictions on ownership in relation to the shares;

(e) in respect of any one given Class of Shares, levy a subscription charge and has the right to waive partly or entirely this subscription charge;

(f) restrict the ownership of shares of a particular Class of Shares to certain type of entities;

(g) decide that payments for subscriptions to shares shall be made in whole or in part on one or more dealing dates, closings or draw down dates at which the commitment of the investor will be called against issue of shares of the relevant Class of Shares.

7.4 Shares will be issued at the subscription price calculated in the manner and at such frequency as determined for each Class of Shares in the Issuing Document.

7.5 A process determined by the Board and described in the Issuing Document shall govern the chronology of the issue of shares in a Sub-fund.

7.6 The Company is authorised to issue shares to shareholders in lieu of the payment of distributions outstanding each time in accordance with the procedure and terms of the Issuing Document and subject to prior approval of the General Meeting.

7.7 The Board (or the AIFM on behalf of the Company) may confer the authority upon any of its members or other duly authorised representative of the Company to accept subscription requests, to receive payments for newly issued shares and to deliver these shares.

7.8 The Company (or the AIFM on behalf of the Company) may accept or reject any request for subscription of shares.

7.9 The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of shares or other assets, upon approval of the Board and subject to all applicable laws and regulations, in particular the obligation to deliver a special report from an auditor (réviseur d'entreprises agréé) confirming the value of any assets contributed in kind (if legally required), and provided that such assets are in accordance with the investment objectives and policies of the relevant Sub-fund. All costs related to the contribution in kind are borne by the shareholder acquiring shares in this manner or by any third party, but are not borne by the Company unless the Board considers that the contribution in kind is in the interests of the Company or made to protect the interests of the Company, in which case such costs may be borne in all or in part by the Company.

7.10 The mode of payment for subscriptions is determined for each Class of Shares by the Board and more fully described in the Issuing Document.

Art. 8. Redemption of shares.

8.1 Unless otherwise provided for in the Issuing Document, any shareholder may request the redemption of all or part of his shares from the Company on each valuation day. A Valuation Day is every day on which the Net Asset Value (as defined under article 12) per share for a given Class of Shares is calculated for the relevant Sub-fund (the Valuation Day). Redemption requests will be dealt with pursuant to the conditions and procedures set forth by the Board in the Issuing Document and within the limits provided by law and these Articles. Redemptions may take place over one or more redemption or Valuation Days, as specified in the Issuing Document, and shareholders may be paid out at different redemption prices, calculated in accordance with the Issuing Document.

8.2 Subject to the provisions of article 12 of these Articles, the redemption price per share will be paid to the shareholder within a period as determined in the Issuing Document.

8.3 The redemption price per share for shares of a particular Class of Shares corresponds to the Net Asset Value per share of the respective Class of Shares less any redemption fee, if applicable, as at the relevant Valuation Day. Additional

fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which it is to be paid, as determined by the Board.

8.4 A process determined by the Board and described in the Issuing Document shall govern the chronology of the redemption of shares in a Sub-fund. The Board may impose conditions on the redemption of shares, any such condition to which the redemption of shares may be submitted will be detailed in the Issuing Document provided that the Board may, in particular, decide that redemption requests will only be processed after a prior notice period, that a lock-up period be applicable in respect of redemption requests during which redemptions requests will not be accepted or processed and that specific redemption requests will take priority over other redemption requests (any such conditions may be applicable at the level of specific Classes of Shares, as the case may be) or that, depending on the liquidity of the Company's assets, all or part of the redemption requests be rolled over to the next Valuation Day. The Board may impose restrictions on the frequency at which shares may be redeemed in any Class of Shares and may, in particular, decide that shares of any Class of Shares shall only be redeemed on such valuation dates as provided for in the Issuing Document.

8.5 If as a result of a redemption request, the number or the value of the shares held by any shareholder in any Class of Shares falls below the minimum number or value that is then determined by the Board in the Issuing Document, the Company may decide to treat such a request as a request for redemption of all of that shareholder's shares in the given Class of Shares.

8.6 If on a Valuation Day or at some time during a Valuation Day, redemption requests exceed a certain level set by the Board in relation to the shares of a given Class of Shares, the Board may resolve to reduce proportionally part or all of the redemption requests for a certain time period and in the manner deemed necessary and objectively adequate by the Board, solely in the best interest of the Company and of the shareholders. The portion of the non-proceeded redemptions will then be dealt with prior to any other redemption request on the following Valuation Days (but subject always to the foregoing limit).

8.7 The Board may, at the request of a shareholder, agree to make, in whole or in part, a distribution in-kind of assets of the Company to that shareholder in lieu of paying to that shareholder redemption proceeds in cash. The Board will agree to do so if it determines that such a transaction would not be detrimental to the best interests of the remaining shareholders of the relevant Sub-fund. Such redemption will be effected at the Net Asset Value per share of the relevant Class of Shares which the shareholder is redeeming, and thus will constitute a pro rata portion of the Company's assets attributable in that Class of Shares in terms of value. The assets to be transferred to such shareholder shall be determined in accordance with the terms of the Issuing Document, with regard to the practicality of transferring the assets and to the interests of the Company and continuing participants therein and to the shareholder. The selection, valuation and transfer of assets shall be subject to the review and approval of the auditor of the Company. Any costs of any such transfers of assets will be borne by the transferee.

8.8 All redeemed shares will be cancelled.

8.9 All requests for redemption of shares are irrevocable, except in accordance with article 13 of these Articles, when the calculation of the Net Asset Value has been suspended or when a redemption has been suspended as provided for in this article. The Company may however, on a case-by-case basis, accept a request from a shareholder to have its redemption request withdrawn in accordance with, and subject to, the terms of the Issuing Document.

8.10 The Company may inter alia compulsorily redeem the shares

- (a) held by a Restricted Person in accordance with the terms of article 11.1 of these Articles;
- (b) in case of liquidation or merger of Sub-funds or Classes of Shares, in accordance with the provisions of article 30 of these Articles;
- (c) in all other circumstances, only in accordance with the terms and conditions set out in the relevant subscription agreement, the Issuing Document and these Articles.

Art. 9. Conversion of shares.

9.1 Unless otherwise provided for in the Issuing Document, a shareholder may convert shares of a particular Class of Shares of a Sub-fund held in whole or in part into shares of the corresponding Class of Shares of another Sub-fund; conversions from shares of one Class of Shares of a Sub-fund to shares of another Class of Shares of either the same or a different Sub-fund are also permitted, except otherwise decided by the Board.

9.2 The Board may make the conversion of shares dependent upon additional conditions, as set forth in the Issuing Document.

9.3 A conversion request will be considered as a request to redeem the shares held by the shareholder and as a request for the simultaneous acquisition (subscription) of the shares to be subscribed. The conversion ratio will be calculated on the basis of the Net Asset Value per share of the respective Class of Shares; a conversion fee may be incurred. Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The prices of the conversion may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which they are to be paid, as determined by the Board. The Board may determine that balances of less than a reasonable amount to be set by the Board resulting from conversions will not be paid out to shareholders.

9.4 Shares that are converted to shares of another Class of Shares will be cancelled.

Art. 10. Transfer of shares.

10.1 Any sale, assignment, conversion, pledge, charge or any other transfers (the Transfer) of all or a part of the shares in any Sub-fund is subject to the provisions of this article.

10.2 Consequently

(a) every Transfer will be illegal and invalid,

(i) if it leads to a breach of AIFM Rules (if applicable), Luxembourg law or of another jurisdiction, or is detrimental to the Company in a fiscal, legal or regulatory way;

(ii) if it leads to a breach of these Articles or the Issuing Document;

(iii) if it forces the Company to comply with the rules for an investment company by the means of the US-Investment Company Act of 1940 as amended or of the US-Investment Advisers Act of 1940, as amended;

(iv) if the transferee is a Restricted Person or acting in the name or on behalf of a Restricted Person;

(v) if the transferee is not a Well-Informed Investor;

and

(b) every Transfer is subject to the condition that

(i) the transferee declares in a way that is satisfactory for the Company, that he is not a Restricted Person and that the intended transfer does not violate any laws or rules in force;

(ii) the transferee is not a Restricted Person;

(iii) the Board approves the Transfer.

Art. 11. Restrictions on ownership of shares.

11.1 The Company may restrict or prevent the ownership of shares,

(a) if the ownership of a shareholder independently or combined with a similar ownership of another shareholder would lead to circumstances

(i) under which the Company would have to carry a tax burden, independently from the time this burden originates and from which place (Luxembourg or any other place), and would thus suffer a financial detriment, that would not have arisen otherwise;

(ii) under which the Company would fall under the U.S. Employee Retirement Income Security Act of 1974 as amended (ERISA);

(iii) under which the Company would be under the duty to register the shares according to foreign (non-Luxembourg) law (in particular according to the U.S. Securities Act and the U.S. Investment Company Act); or

(iv) under which the Company may suffer regulatory or tax liabilities and any other tax liabilities that might derive, inter alia, from requirements of the Foreign Account Tax Compliance Act, as might be amended, completed or supplemented ("FATCA") or any breach thereof.

(b) if the ownership would lead to a violation of a law or a rule, which applies to the respective investor itself or to the Company, in particular article 2 of the 2007 Act and its rules on Well-Informed Investors (regardless whether it is Luxembourg or foreign law (and including AIFM Rules, anti-money laundering and terrorist financing laws and regulations));

(c) if the ownership could damage the Company in a fiscal or another financial way and this would not have occurred otherwise.

The above mentioned persons are determined by the Board and defined herein as Restricted Persons.

11.2 For this purpose the Company may

(a) reject the issuance and the registration of a Transfer of shares, if the registration of transfer would lead to the fact, that the legal or beneficial owner of the shares would be a Restricted Person; and

(b) at any time demand from a person whose name is registered within the Share Register or who applies for a registration in the Share Register to provide the Company with any kind of information, backed up by affidavit, which the Company may find necessary to ascertain, if the shares of the respective shareholder are owned beneficially by a Restricted Person or that the requested registration would lead to a beneficial ownership of a Restricted Person.

11.3 If a shareholder of the Company is a Restricted Person, the Company may

(a) reject the vote of a Restricted Person at the General Meeting;

(b) withhold all dividends and other payments performed regarding the shares of the Restricted Person;

(c) instruct the Restricted Person to sell its shares and to demonstrate to the Company that this sale has been executed within thirty (30) calendar days counted from the transmission of the respective notice of the Company, always subject to the transfer restrictions in force; and/or

(d) compulsorily redeem all shares held by the Restricted Person at a price that is based on the latest calculated Net Asset Value less a penalty charge, that the Board may determine at an amount equal to either (i) 20% of the regular redemption price or (ii) the costs incurred by the Company as a result of the holding of shares by the Restricted Person (including all costs linked to the compulsory redemption).

Art. 12. Calculation of net asset value per share.

12.1 The Company, each Sub-fund and each Class of Shares in a Sub-fund have a Net Asset Value determined in accordance with Luxembourg law, applicable AIFM Rules, the Issuing Document and the Articles at every Valuation Day (the Net Asset Value). The Reference Currency of the Company is the Euro.

12.2 The net asset value of shares of each Sub-Fund will be calculated and available not later than the date set forth in the Issuing Document. Unless otherwise provided for in the Issuing Document, information regarding the valuations and calculations will be available at the registered office of the Company.

12.3 Calculation of the Net Asset Value

(a) The AIFM (or a delegate of the AIFM such as the administrative agent) shall compute the Net Asset Value per Class of Shares in the relevant Sub-fund as follows: each Class of Shares participates in the Sub-fund according to the portfolio and distribution entitlements attributable to each such Class of Shares. The value of the total portfolio and distribution entitlements attributed to a particular Class of Shares of a particular Sub-fund on a given Valuation Day adjusted with the liabilities relating to that Class of Shares on that Valuation Day represents the total Net Asset Value attributable to that Class of Shares of that Sub-fund on that Valuation Day. The assets of each Class of Shares within a Sub-fund will be commonly invested but subject to different fee structures, distribution, marketing targets, currency or other specific features as it is stipulated in the relevant special section of the Issuing Document. A separate Net Asset Value per Share, which may differ as consequence of these variable factors, will be calculated for each Class of Shares as follows: the Net Asset Value of that Class of Shares of that Sub-fund on that Valuation Day divided by the total number of Shares of that Class of Shares of that Sub-fund then outstanding on that Valuation Day.

(b) For the purpose of calculating the Net Asset Value per Class of Shares of a particular Sub-fund, the Net Asset Value of each Sub-fund shall be determined by calculating the aggregate of:

(i) the value of all assets of the Company which are allocated to the relevant Sub-fund in accordance with the provisions of these Articles; less

(ii) all the liabilities of the Company which are allocated to the relevant Sub-fund in accordance with the provisions of these Articles, and all fees attributable to the relevant Sub-fund, which fees have accrued but are unpaid on the relevant Valuation Day.

(c) The value of the assets shall be determined as follows:

(i) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(ii) the value of assets, which are listed or dealt in on any stock exchange or on any other regulated market (including units or shares of listed closed-ended undertakings for collective investment (UCIs, or UCI)), is based on the last available price on the stock exchange or other regulated market, which is normally the principal market for such assets;

(iii) the value of assets dealt in on any other regulated market (as described in the Issuing Document) is based on their last available price;

(iv) in the event that any assets are not listed or dealt in on any stock exchange or on any other regulated market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange, or other regulated market as aforesaid, the price as determined pursuant to sub-paragraph (ii) or (iii) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith pursuant to the procedures established by the AIFM

(v) the liquidation value of futures, spot, forward or options contracts not traded on exchanges or on other regulated markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the AIFM, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidation value of futures, spot, forward or options contracts traded on exchanges or on other regulated markets shall be based upon the last available prices of these contracts on the relevant exchanges and/or regulated markets on which the particular futures, spot, forward or options contracts are traded by the Company, provided that if a futures, spot, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the AIFM may deem fair and reasonable;

(vi) units or shares of open-ended UCIs will be valued on the basis of the latest Net Asset Value determined according to the provisions of the particular issuing documents of the relevant UCIs or, at their latest unofficial Net Asset Values (i.e. estimates of Net Asset Values which are not generally used for the purposes of subscription and redemption or which may be provided by a pricing source - including the investment manager of an underlying UCI - other than the administrative agent of an underlying UCI) if more recent than their official Net Asset Values. The Net Asset Value calculated on the basis of unofficial Net Asset Values of UCIs may differ from the Net Asset Value which would have been calculated, on the relevant Valuation Day, on the basis of the official Net Asset Values determined by the administrative agents of the UCIs. However, such Net Asset Value is final and binding notwithstanding any later determined difference. In case of the occurrence of an evaluation event that is not reflected in the latest available Net Asset Value of such shares or units issued by such UCIs, the valuation of the shares or units issued by such UCIs may be estimated with

prudence and in good faith in accordance with procedures established by the AIFM to adequately take into account this evaluation event. The following events qualify as evaluation events (without limitation): capital calls, distributions or redemptions effected by the UCIs or one or more of its underlying investments as well as any material events or developments affecting either the underlying investments or the UCIs themselves;

(vii) all other securities and other permissible assets as well as any of the above mentioned assets for which the valuation in accordance with the above sub-paragraphs would not be possible or practicable, or would not be representative of their fair value, will be valued at fair market value, as determined in good faith pursuant to procedures established AIFM;

(viii) the value of money market instruments not admitted to official listing on any stock exchange or dealt on any regulated market and with remaining maturity of less than twelve (12) months and of more than ninety (90) days is deemed to be the nominal value thereof, increased by any interest accrued thereon. Money market instruments with a remaining maturity of ninety (90) days or less and not traded on any market will be valued by the amortised cost method, which approximates market value.

(d) For the purpose of determining the value of the Company's assets, the AIFM, having due regards to the standard of care and due diligence in this respect, may, when calculating the Net Asset Value, rely, unless there is manifest error, upon the valuations provided (i) by various pricing sources available on the market such as pricing agencies (e.g., Bloomberg or Reuters) or fund administrators, (ii) by prime brokers and brokers, or (iii) by (a) specialist(s) duly authorised to that effect by the AIFM. Finally, in the case no prices are found or when the valuation may not correctly be assessed, the delegate of the AIFM, if any, may rely upon the valuation provided by the AIFM.

(e) In circumstances where (i) one or more pricing sources fails to provide valuations to the AIFM or delegate, if any, which could have a significant impact on the Net Asset Value, or where (ii) the value of any asset(s) may not be determined as rapidly and accurately as required, the AIFM or its delegate, if any, is authorised not to calculate the Net Asset Value calculation and as a result may be unable to determine subscription, conversion and redemption price. The Board shall be informed immediately by the AIFM should this situations arise. The Board may then decide to suspend the calculation of the Net Asset Value in accordance with the procedures described under Article 13.

(f) All assets denominated in a currency other than the Reference Currency of the respective Sub-fund/ Class of Shares shall be converted at the conversion rate between the reference currency and the currency of denomination as at Thomson Reuters of New York as at 16.15 (New York time) on the Business Day prior to the Valuation Day. The Net Asset Value per Share may be rounded up or down to the nearest whole unit of the currency in which the Net Asset Value of the relevant shares are calculated.

12.4 For the purpose of this article

(a) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the AIFM on the Valuation Day with respect to which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be an asset of the Company;

(b) Shares of the Company to be redeemed (if any) shall be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption, and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(c) all assets and balances expressed in currencies other than the reference currency of the respective Sub-fund/Class of Shares shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force as of the Valuation Day; and

(d) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

(i) purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

(ii) sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered by the Company shall not be included in the assets of the Company;

provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the AIFM

12.5 The assets and liabilities of the Company shall be allocated as follows:

(a) the proceeds to be received from the issue of Shares of any Class of Shares shall be applied in the books of the Company to the Sub-fund corresponding to that Class of Shares; provided that if several Classes of Shares are outstanding in such Sub-fund, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-fund attributable to that Class of Shares;

(b) the assets and liabilities and income and expenditure applied to a Sub-fund shall be attributable to the Class or Classes of Shares corresponding to such Sub-fund;

(c) where any asset is derived from another asset, such asset shall be attributable in the books of the Company to the same Class or Classes of Shares as the assets from which it is derived and on each revaluation of such asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Class or Classes of Shares;

(d) where the Company incurs a liability in relation to any asset of a particular Class of Shares or particular Class or Classes of Shares within a Sub-fund or in relation to any action taken in connection with an asset of a particular Class of

Shares or particular Class or Classes of Shares within a Sub-fund, such liability shall be allocated to the relevant Class or Classes of Shares within such Sub-fund;

(e) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-fund, such asset or liability shall be allocated to all the Sub-funds pro rata to their respective Net Asset Values or in such other manner as determined by the AIFM acting in good faith; provided that (i) where assets of several Sub-funds are held in one account by an agent of the Company, the respective right of each Sub-fund shall correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant Sub-fund to the relevant account, and (ii) such right shall vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the Sub-fund, as described in the Issuing Document;

(f) upon the payment of distributions to the Shareholders of any Class of Shares, the Net Asset Value of such Class of Shares shall be reduced by the amount of such distributions.

12.6 General rules:

(a) all valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with Luxembourg law and the AIFM Rules;

(b) for the avoidance of doubt, the provisions of this article are rules for determining the Net Asset Value per Share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any Shares issued by the Company;

(c) the Net Asset Value per Share of each Class of Shares in each Sub-fund will be made available to the shareholders at the registered office of the Company and available at the offices of the AIFM (and of the delegate of the AIFM, if any) as soon as it is finalised and the Company will use its best efforts to ensure that the Net Asset Value will be established within a reasonable period of time as from the relevant Valuation, although in certain circumstances, the Net Asset Value could be made available later;

(d) The AIFM may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

Art. 13. Temporary suspension of the determination of the net asset value.

13.1 The Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value per share of the Class(es) of Shares of any Sub-fund and/or the issue, redemption and/or conversion of the shares from its shareholders:

(a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Company attributable to such Sub-fund from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such Sub-fund quoted thereon; or

(b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Company attributable to such Sub-fund would be impracticable; or

(c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-fund or the current price or values on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-fund; or

(d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Shares of such Sub-fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition, of investments or payments due on redemption of Shares cannot in the opinion of the Board be effected at normal rates of exchange;

(e) in circumstances as set out, and in accordance with, article 12.3(e);

(f) when for any reason the prices of any investment owned by the Sub-fund cannot be reasonably, promptly and accurately ascertained;

(g) upon the sending of a convening notice convening a General Meeting for the purpose of winding-up the Company or any Sub-fund(s).

13.2 Any such suspension may be notified by the Company in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. The Company shall notify Shareholders requesting redemption or conversion of their shares of such suspension.

13.3 Such suspension as to any Sub-fund will have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Share, the issue, redemption and conversion of Shares of any other Sub-fund.

13.4 Any request for subscription, conversion or redemption shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the Net Asset Value, in which case Shareholders may give notice that they wish to withdraw their request. If no such notice is received by the Company, such request will be dealt with as of the first Valuation Day, as determined for each relevant Sub-fund, following the end of the period of suspension.

13.5 Under exceptional circumstances that may adversely affect the interests of Shareholders, or in case of massive redemption requests within a Sub-fund, the Board reserves the right only to determine the issue/redemption or conversion price after having executed, as soon as possible, the necessary sales of securities or other assets on behalf of the

relevant Sub-fund. In this case, subscription, redemption and conversion requests in process shall be dealt with on the basis of the Net Asset Value thus calculated.

Art. 14. Side pockets.

14.1 On an exceptional basis, in case of urgency and subject to the AIFM Rules and the prior approval by the Commission de Surveillance du Secteur Financier (the CSSF), the Board may decide to designate one or more specified investments that (i) lack a readily assessable market value, (ii) are hard to value and/or (iii) are illiquid as side pocket investments (the Side Pocket Investments).

14.2 Subject to the AIFM Rules and the prior approval by the CSSF and prior notification of the AIFM and after the Shareholders have duly been informed, the Board is entitled to compulsory convert on a pro rata portion a part of the outstanding shares of the relevant Sub-fund into the side pocket class (the SP Class) and which has newly been formed by the Board within that relevant Sub-fund. The SP Class will have an initial Net Asset Value equal to the fair value (which may be the cost) of such Side Pocket Investments net of any costs including deferred fees attributable to that SP Class.

14.3 The Net Asset Value of the Side Pocket Investments shall not exceed, at the moment of the creation of the SP Class, 30% of the Net Asset Value of the relevant Sub-fund.

14.4 Any such decision will be taken by the Board with due care, in good faith and in the best interest of the Shareholders. The creation of the SP Class is solely designed to:

(a) protect redeeming Shareholders from being paid an amount in respect of these illiquid or hard to value investments that may be less than their ultimate realisation value;

(b) protect the non-redeeming Shareholders against the disposal of part or all of the most liquid investments in order to satisfy the outstanding redemption requests;

(c) protect new investors by ensuring that they are not exposed to the Side Pocket Investments when subscribing for new shares in the Sub-fund; or

(d) avoid a suspension of the calculation of the Net Asset Value (and of subscriptions and redemptions) on the basis of article 13 affecting all the Shareholders of the relevant Sub-fund.

14.5 The shares of the SP Class will be treated as if redeemed as of the date of the compulsory conversion of the relevant shares into that SP Class. The shares of the SP Class will further entitle their holders to participate on a pro rata basis in the sale or liquidation of the relevant Side Pocket Investments. The shares of the SP Class are not redeemable upon request by a relevant Shareholder.

14.6 The Board shall have as its priority objective to realise the Side Pocket Investments in the best interest of the relevant Shareholders which depends, inter alia, on the market conditions. The Side Pocket Investments should be realised within a reasonable timeframe which shall in principle not exceed three (3) years starting at the day of the compulsory redemption. Side Pockets Investments cannot be returned to another Class of Shares as the SP Class.

14.7 The Side Pockets Investments will be subject to a separate accounting. Value and liabilities allocated to the Side Pocket Investments shall be separate from other Classes of Shares. For the purpose of calculating the Net Asset Value of the SP Class, the Side Pockets Investments will either be valued at the fair value estimated in good faith and with the prudent care of the Board or remained booked at the value of the relevant Side Pocket Investments when converted into the SP Class.

14.8 Given the expected illiquid nature of Side Pocket Investments, the Net Asset Value, if any, of the shares of the SP Class cannot be determined with the same degree of certainty as it would be the case in respect of the shares of other Classes of Shares.

14.9 Any portion of the on-going fees (other than management fees and performance fees) and the costs that are attributable to the shares of the SP Class will accrue and be paid together with possible interest rate upon the realisation of the Side Pocket Investments attributable to the SP Class.

14.10 No management fee and no performance fee will be calculated on the net assets of the SP Class.

Art. 15. Investor disclosure.

15.1 To the extent that the Issuing Document of the Company does not directly include the information to be provided to investors before they invest in the Company as per article 21 of the AIFM Act, the Issuing Document will indicate where such information can be obtained.

15.2 Without limitation to the preceding Article, the directors and the AIFM (where appointed) may release or disclose to shareholders or prospective investors or regulatory authorities any information in their possession regarding the Company and its affairs if lawfully required to do so under any laws or regulations applicable to the Company and/or the AIFM, in such manner, at such times and on such terms as the directors and the AIFM may from time to time determine.

Art. 16. Management.

16.1 The Company shall be managed by a Board of at least three (3) members. The directors of the Company, either shareholders or not, are appointed for a term which may not exceed six (6) years, by a General Meeting. The directors may be dismissed at any time and at the sole discretion of a General Meeting. The Board will be elected by the shareholders at the General Meeting at which the number of directors, their remuneration and term of office will also be determined.

16.2 When a legal entity is appointed as a director of the Company (the Legal Entity), the Legal Entity must designate a permanent representative in order to accomplish this task in its name and on its behalf (the Representative). The Representative is subject to the same conditions and obligations, and incurs the same liability as if he was performing this task for his own account and on his own behalf, without prejudice to the joint liability of him and the Legal Entity. The Legal Entity cannot revoke the Representative unless it simultaneously appoints a new permanent representative.

16.3 Members of the Board are selected by a majority vote of the shares present or represented at the relevant General Meeting.

16.4 Any member of the Board or a temporary successor may be removed with or without cause or replaced at any time by a resolution adopted by the General Meeting.

16.5 In the event of a vacancy in the office of a member of the Board, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the Shareholders will take a final decision regarding such nomination at their next General Meeting.

Art. 17. Meetings of the board.

17.1 The Board will elect a chairman out of its members. It may further choose a secretary, who shall be in charge of keeping the minutes of the meetings of the Board. The Board shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

17.2 The chairman or his representative will preside at all General Meetings and all meetings of the Board. In his absence, the General Meeting or, as the case may be, the Board will appoint another person as chairman pro tempore by vote of the majority in number present in person or by proxy at this General Meeting.

17.3 Meetings of the Board are convened by the chairman.

17.4 The directors will be convened separately to each meeting of the Board. Written convening notices of any meeting of the Board will be given to all directors at least twenty-four (24) hours prior to the date set for such meeting, except in emergencies, in which case the convening notice of meeting may be waived. This convening notice may furthermore be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or other similar means of communication. No separate convening notice is necessary for meetings whose date and location have been determined by a prior resolution of the Board.

17.5 The meeting will be duly held without prior notice if all the directors are present or duly represented.

17.6 The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the convening notice.

17.7 Any director may act at any meeting of the Board by appointing in writing or by telefax or telegram or telex another director as his or her proxy.

17.8 A director may represent more than one of his colleagues, under the condition however that at least two directors are present at the meeting.

17.9 Any director may participate in any meeting of the Board by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to be sufficiently identified and to hear and speak to one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.10 All resolutions of the Board shall require a majority of the directors present or represented at the Board meeting. In case of a tied vote the chairman has a casting vote.

17.11 Resolutions signed by all directors shall be valid and binding in the same manner as if they were passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or telefax.

17.12 The decisions of the Board will be recorded in minutes and signed by the chairman or by any two other directors. Any proxies will remain attached thereto. The minutes will be kept at the registered office of the Company.

17.13 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman or by any two other directors.

17.14 No contract or other transaction between the Company and any other company or other entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company have a personal interest in, or are a director, associate, officer or employee of such other company or other entity. Any director who is director or officer or employee of any company or other entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall, by virtue of such affiliation with such other company or other entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

17.15 In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following annual general meeting of the shareholders of the Company (the Annual General Meeting).

Art. 18. Powers of the board of directors.

18.1 The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in article 22 of these Articles. Any powers which are not expressly reserved by law or by these Articles to the General Meeting may be exercised by the Board.

Art. 19. Corporate signature.

19.1 Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signature of any two directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board.

19.2 The Company shall further be bound by the sole signature of the person to whom specific signatory power has been granted by the Board, but only within the limits of such power. Within the boundaries of the daily management, the Company will be bound by the sole signature, as the case may be, of the person appointed to that effect in accordance with article 20.

Art. 20. Delegation of powers.

20.1 The Board may appoint a person (délégué à la gestion journalière), either a Shareholder or not, or a member of the Board or not, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company.

20.2 The Board may appoint a person, either a Shareholder or not, either a director or not, as permanent representative for any entity in which the Company is appointed as member of the board of directors. This permanent representative will act with all discretion, but in the name and on behalf of the Company, and may bind the Company in its capacity as member of the board of directors of any such entity.

20.3 The Board is also authorised to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

20.4 The Board may establish committees and delegate to such committees full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company in respect of one or more Sub-fund(s) or to act in a purely advisory capacity to the Company in respect of one or more Sub-fund(s). The rules concerning the composition, functions, duties, remuneration of these committees shall be as set forth in the Issuing Document.

Art. 21. Indemnification.

21.1 All members of the Board, any external AIFM (where appointed), any investment manager, the initiator and their affiliates, officers, directors, direct and indirect shareholders, members, agents, partners and employees of each of the foregoing (each referred to as an Indemnified Person) are entitled to be indemnified, out of the Company's assets (including returns of distributions), against all liabilities, costs or expenses (including reasonable legal fees), damages, losses, suits, proceedings and actions, whether judicial, administrative, investigative or otherwise, that may be incurred by such Indemnified Person, or in which such Indemnified Person may become involved or with which such Indemnified Person may become threatened, in connection with, or relating to, or arising or resulting from, the Indemnified Person being or having acted as a member of the Board or the board of directors of the Investment Manager in respect of the Company or arising in respect of or in connection with any matter or other circumstance relating to or resulting from the exercise of its powers as a member of the Board or the board of directors of the Investment Manager or from the provision of services to or in respect of the Company or under or pursuant to any management agreement or other agreement relating to the Company or which otherwise arise in relation to or in connection with the operation, business or activities of the Company, provided that no Indemnified Person shall be entitled to such indemnification for any action or omission resulting from any behaviour by it which qualifies as fraud, wilful misconduct, reckless disregard or gross negligence.

21.2 The Company may, wherever deemed appropriate, provide professional, D&O or other adequate indemnity insurance coverage to one or more Indemnified Persons.

Art. 22. Investment policies and restrictions.

22.1 The Board, based upon the principle of risk spreading and in its entire discretion, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Sub-fund, (ii) the hedging strategy to be applied to specific Classes of Shares within particular Sub-fund, if any, (iii) the size of each Sub-Fund, (iv) the portfolio structure of each Sub-Fund and (v) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the investment powers and restrictions as shall be set forth by the Board in the Issuing Document, in compliance with applicable laws and regulations.

22.2 The Board shall also have power to determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investment of the Sub-fund's assets, in accordance with the 2007 Act including, without limitation, restrictions in respect of:

- (a) the borrowings of the Company or any Sub-fund thereof and the pledging of its assets; and
- (b) the maximum percentage of the Company or a Sub-fund's assets which it may invest in any single underlying asset and the maximum percentage of any type of investment which it (or a Sub-fund) may acquire.

22.3 The Board, acting in the best interest of the Company, may decide, in accordance with the terms of the Issuing Document, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other UCIs and/or their Sub-funds, or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-funds be co-managed on a segregated or on a pooled basis.

Art. 23. General meeting of shareholders of the company.

23.1 The General Meeting represents, when properly constituted, the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions are binding upon all the shareholders, regardless of the Class of Shares held by them. It has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

23.2 The General Meeting meets when called by the Board. It shall be necessary to call a General Meeting within a month whenever a group of shareholders representing at least one tenth of the subscribed capital requires so by written notice.

23.3 The Annual General Meeting shall be held at the registered office of the Company or at such other place in the municipality of its registered office and time as may be specified in the notice of meeting on the first Tuesday in June of each year at 11.00 a.m. (Luxembourg time). If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the previous business day.

23.4 Other general meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

23.5 Shareholders meet when called by the Board pursuant to a convening notice setting forth the agenda and containing the documents necessary to the resolutions, sent at least eight (8) days prior to the meeting exclusively by registered mail to each registered shareholder at the shareholder's address in the Share Register. It is not necessary to provide proof at the meeting that such notices were actually delivered to registered shareholders. The agenda is prepared by the Board, except when the meeting is called on the written request of the shareholders, in which case the respective shareholders prepare the agenda. In this case the Board may prepare an additional agenda.

23.6 If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the General Meeting may take place without prior notice of the meeting.

23.7 Any shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an ongoing basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

23.8 The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

23.9 The business transacted at any meeting of the shareholders will be limited to the matters on the agenda and transactions related to these matters.

23.10 Each share of any Class of Shares is entitled to one vote, in accordance with Luxembourg law and these Articles, unless otherwise provided for by these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders through a written proxy to another person, who needs not be a shareholder and who may be a member of the Board of the Company.

23.11 Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 24. General meetings of shareholders in a sub-fund or in a class of shares.

24.1 The Shareholders of the Classes of Shares issued in a Sub-fund may hold, at any time, General Meetings to decide on any matters which relate exclusively to that Sub-fund.

24.2 In addition, the Shareholders of any Class of Shares may hold, at any time, general meetings for any matters which are specific to that Class of Shares.

24.3 The provisions of article 23 apply to such General Meetings mutatis mutandis.

Art. 25. Accounts and financial year.

25.1 The financial year of the Company commences on 1 January of each year and terminates on the 31 December of the same year.

25.2 The accounts of the Company shall be prepared in accordance with Luxembourg Generally Accepted Accounting Principles (Lux GAAP) which the Board considers to be the most appropriate for the Company.

Art. 26. Dividends.

26.1 The General Meeting determines, upon proposal from the Board and within the limits provided by law, how the income of the Company will be distributed with regard to each existing Class of Shares, and may declare, or authorise the Board to declare, dividends, provided that after distribution the net assets of the Company will always total more than one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000). A dividend may be distributed, either in cash or shares. Distributions may take place through the redemption of shares.

26.2 Payments will be made in the reference currency of the relevant Class of Shares. Dividends remaining unclaimed for five years after their declaration will be forfeited and revert to the relevant Class of Shares.

26.3 Dividends may be paid in such a currency and at such a time and place as the Board determines from time to time.

26.4 No interest will be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Art. 27. Auditor.

27.1 The accounting data reported in the annual report of the Company, as prepared in accordance with the 2007 Law, will be examined by an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the General Meeting and remunerated by the Company.

27.2 The auditor is subject to the rules of the 2007 Act.

Art. 28. Alternative investment fund manager.

28.1 The Company may either be internally managed or appoint an external AIFM within the meaning of the AIFM Act and in accordance with the 2007 Act and the AIFM Act.

28.2 The rights and duties of the directors, the General Meeting and/or the Board as conferred by these Articles are subject to the provisions of any applicable Luxembourg laws and regulations, including the AIFM Rules. Where an external AIFM has been appointed, the AIFM Rules shall determine the mandatory rights and duties of the AIFM as the external AIFM of the Company according to Article 5 AIFMD. Nothing herein shall be construed so as to prevent the AIFM from complying with its obligations under the AIFM Rules when managing the Company.

28.3 By appointing an AIFM to be the alternative investment fund manager of the Company, the Board confers to the AIFM such powers, rights and duties as required under the AIFM Rules. Where an AIFM is appointed, these Articles and any reference to the Company shall be construed in their entirety so as to enable the AIFM to comply with the AIFM Rules, unless such application of these Articles would conflict with mandatory Laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 29. Depositary.

29.1 The Company shall appoint a depositary which shall satisfy the requirements of the 2007 Act and the AIFM Act, (the Depositary), and which shall be responsible, among others, for the safekeeping of the assets of the Company and shall hold the same itself or through its agents; and any other functions, duties, powers and discretion required to be exercised by the Depositary in the discharge of its duties in satisfaction of and as required by the AIFM Act and any other applicable laws and/or regulations to be performed by the Depositary. In addition to any other liability the Depositary may incur pursuant to the AIFM Rules, the Depositary has strict liability for losses of the Company's financial instruments held in custody and has the obligation of their restitution in accordance with the provisions of the AIFM Rules.

29.2 Such strict liability may be discharged by ad hoc written agreements where the law of a non-EU member country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in Article 19, paragraph 11 (d) (ii) of the AIFM Act. In such case, all conditions laid down in Article 19, paragraph 14 of the AIFM Act shall be met. The fees payable to the Depositary will be determined in the depositary agreement.

29.3 In the issue, redemption, conversion and transfer of shares the Board will cooperate with the Depositary in order to enable the Depositary to comply with its duties under Article 21 of the AIFMD; in particular Article 21 (9) AIFMD. Nothing in these Articles shall be construed as to prohibit the Depositary to comply with its duties or to assume its rights under the AIFMD Rules.

29.4 In the event of the Depositary withdrawing, the Board shall endeavour to appoint another financial institution within two months to act as the depositary and upon doing so the Board shall appoint such institution to be the depositary in place of the retiring Depositary. The Board shall have the power to terminate the appointment of the Depositary but shall not discharge the Depositary from its duties unless and until a successor depositary shall have been appointed.

Art. 30. Liquidation or merger of sub-funds or classes of shares.

30.1 In the event that, for any reason, the value of the total net assets in any Sub-fund or Class of Shares has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board to be the minimum level for such Sub-fund or Class of Shares to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation, or as a matter of economic rationalisation, the Board may decide to offer to the relevant Shareholders the conversion of their shares into shares of another Sub-fund under terms fixed by the Board or to redeem all the shares of the relevant Sub-fund or Class of Shares at the Net Asset Value per share (taking into account projected realisation prices of investments and realisation expenses calculated on the Valuation Day immediately preceding the date at which such decision will take effect). The Company will serve a notice to the holders of the relevant shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for and the procedure for the redemption operations.

30.2 Any request for subscription shall be suspended as from the moment of the announcement of the termination, the merger or the transfer of the relevant Class of Shares or Sub-fund.

30.3 In addition, the General Meeting of any Class of Shares or of any Sub-fund will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the Board, to redeem all the shares of the relevant Sub-fund or Class of Shares and refund to the Shareholders the Net Asset Value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day immediately preceding the date at which such decision will take effect. There will be no quorum requirements for a General Meeting constituted pursuant to this article, which will decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

30.4 Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with a bank or credit institution as defined by the 1993 Act for a period of nine months; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

30.5 All redeemed shares may be cancelled.

30.6 Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the Board may decide to allocate the assets of any Sub-fund to those of another existing Sub-fund or to another UCI organised under the provisions of the 2007 Act or the law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investments, as amended, or to another Sub-fund within such other UCI (the New Sub-fund) and to redesignate the shares of the Sub-fund concerned as shares of another Sub-fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be communicated in the same manner as described in the first paragraph of this article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New Sub-fund), in order to enable Shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period.

30.7 Notwithstanding the powers conferred to the Board by article 30.6, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-fund to another Sub-fund within the Company may, in any other circumstances, be decided upon by a General Meeting of the Sub-fund or Class of Shares concerned for which there will be no quorum requirements and which will decide upon such a merger by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

30.8 Furthermore, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-fund to another UCI referred to in article 30.6 or to another Sub-fund within such other UCI will require a resolution of the Shareholders of the Class of Shares or Sub-fund concerned taken with 50% quorum requirement of the shares in issue and adopted at a two-thirds majority of the shares present or represented, except when such a merger is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based UCI, in which case resolutions will be binding only on such Shareholders who have voted in favour of such merger.

Art. 31. Liquidation of the company.

31.1 The Company may at any time be dissolved by a resolution taken by the General Meeting subject to the quorum requirement of half of the share capital and a majority of three-quarters of the shares present or duly represented at this meeting, unless otherwise provided by law or by these Articles.

31.2 In the event of a voluntary liquidation, the Company shall, upon its dissolution, be deemed to continue to exist for the purposes of the liquidation. The operations of the Company shall be conducted by one or several liquidators, who, after having been approved by the Luxembourg regulatory authority, shall be appointed by a General Meeting, which shall determine their powers and compensation.

31.3 Should the Company be voluntarily liquidated, then its liquidation will be carried out in accordance with the provisions of the 2007 Act and the 1915 Act. The liquidation report of the liquidators will be audited by the auditor of the Company or by an ad hoc external auditor appointed by the General Meeting.

31.4 If the Company were to be compulsorily liquidated, the provision of the 2007 Act will be exclusively applicable.

31.5 If the total net assets of the Company falls below two-thirds of the minimum capital prescribed by law the Board must submit the question of the Company's dissolution to a General Meeting for which no quorum is prescribed and which shall pass resolutions by simple majority of the shares represented at the meeting.

31.6 If the total net assets of the Company fall below one-fourth of the minimum capital prescribed by law, the Board must submit the question of the Company's dissolution to a General Meeting for which no quorum is prescribed. A resolution dissolving the Company may be passed by investors holding one-fourth of the shares represented at the meeting.

31.7 The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the date of ascertainment that the net assets have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

31.8 The issue of new shares by the Company shall cease on the date of publication of the notice of the General Meeting, to which the dissolution and liquidation of the Company shall be proposed. The proceeds of the liquidation of the Company, net of all liquidation expenses, shall be distributed by the liquidators among the holders of shares in each Class of Shares in accordance with their respective rights. The amounts not claimed by shareholders at the end of the liquidation process shall be deposited, in accordance with Luxembourg law, with the Caisse de Consignation in Luxembourg until the statutory limitation period has lapsed.

Art. 32. Preferential treatment. The Board has taken into account the need to treat shareholders fairly. Nevertheless, it cannot be excluded that the Board grants preferential treatment to some shareholders, waiving or modifying terms (such as, for example only, those pertaining to redemption and the provision of additional or different information) through side letters or other arrangements, otherwise applicable to such shareholders' subscription for Shares and without obtaining the consent of any other shareholders. In such a case, information about any preferential treatment granted to certain shareholders will be available at the registered office of the Company to the extent and as required by the AIFM Act.

Art. 33. Amendments to the articles. These Articles may be amended by a General Meeting subject to the requirements provided for by the 1915 Act.

Art. 34. Applicable law. All matters not governed by these Articles will be determined in accordance with the 1915 Act, the 2007 Act and the AIFM Act. In case of conflict between the 1915 Act on one hand and the 2007 Act and/or the AIFM Act on the other hand, the 2007 Act or the AIFM Act, as the case may be, shall prevail."

There being no further business on the agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English states that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, the members of the bureau, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the member of the bureau signed together with the notary, the present deed.

Signé: L. MACRI, C. SIMONS, K. MC FADDEN, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 15 décembre 2014. Relation: DIE/2014/16153. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 31 décembre 2014.

Référence de publication: 2015001071/877.

(140235571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2015.

EPF Acquisition Co 33 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 193.231.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twelfth day of December.

Before Us, Maître Léonie Grethen, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Apollo EPF II Partnership, a Marshall Islands partnership whose registered office is at c/o Trust Company of the Marshall Islands, Trust Company Complex, Ajeltake Island, Ajeltake Road, P.O. Box 1405, Majuro, Marshall Islands MH96960,

hereby represented by Mrs. Monique Drauth, employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

After signature "ne varietur" by the authorised representative of the appearing party and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing party, represented as set out above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "EPF Acquisition Co 33 S.à r.l." (the Company).

The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies (including shareholders and sister companies) and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

6.3. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.4. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.5. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.6. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.7. The Company may redeem its own shares, provided:

- (i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or
- (ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board).

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board shall be validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The signature of the sole manager shall bind the Company. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature of any manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

Art. 10. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1. (ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (the Shareholders' Circular Resolutions).

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from any manager or from shareholders representing more than one-tenth (1/10) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Shareholders' Circular Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 12. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

- (i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;
- (ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Shareholders' Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and
- (iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirtyfirst (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders' Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year.

Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations are supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

14.2. The shareholders appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their mandate, which may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

- (i) the Board must draw up interim accounts;
- (ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;
- (iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and
- (iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures.

Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on the thirty-first (31st) of December 2015.

Subscription and payment

Apollo EPF II Partnership, represented as stated above, subscribes for twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-).

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is at the Company's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand one hundred euro (EUR 1,100.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, its sole shareholder, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The sole shareholder resolved to set at five (5) the number of managers, and further resolved to appoint the following persons as managers with immediate effect and for an undetermined period:

- Shaun Collins, born on 23 May 1968 in Hinckley, United Kingdom, professionally residing at 25 St. George Street, London W1S 1FS, United Kingdom;

- Patrick Mabry, born on 20 December 1974 in Austin, Texas, USA, professionally residing at 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

- Jason Stramel, born on 26 December 1979 in Denver, Colorado, USA, professionally residing at 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

- Matthias Prochaska, born on 7 October 1979 in Koblenz, Germany, with professional address at 44, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, and

- Carlo Heck, born on 5 August 1976 in Hamburg, Germany, with professional address at 44, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; and

2. The registered office of the Company is located at 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing party that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

Whereof, this notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, who is known to the notary by her full name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le douze décembre.

Par devant Nous, Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Apollo EPF II Partnership, une société constituée et existante sous les lois des îles Marshall, ayant son siège social à c/o Trust Company of the Marshall Islands, Trust Company Complex, Ajeltake Island, Ajeltake Road, P.O. Box 1405, Majuro, MH 96960, Marshall Islands,

représentée par Mme Monique Drauth, salariée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, ladite procuration restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "EPF Acquisition Co 33 S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt, prêts, créances et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées (comprenant société mère et société soeur), ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.3. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.4. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

6.5. Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.6. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.7. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition:

(i) qu'elle ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou

(ii) que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront le conseil de gérance (le Conseil).

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg.

(ii) Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil seront valablement prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (des Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société sera engagée par la signature du gérant unique. La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la seule signature de tout gérant.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et Résolutions écrites des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 11.1. (ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (des Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande des associés représentant plus de dix pourcent (10%) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Si des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte des résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(x) Des Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées avec le quorum de présence et de majorité détaillés ci-avant. Elles porteront la date de la dernière signature reçue endéans le délai fixé par le Conseil.

Art. 12. Associé unique. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

(i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;

(ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et

(iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par voie de Résolutions Ecrites des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Commissaires / Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six (6) ans mais qui peut être renouvelé.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distributions, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent immédiatement reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, s'il y en a, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, ainsi que les renonciations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus.

Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social de la Société commence à la date du présent acte et s'achèvera le trente et un (31) décembre 2015.

Souscription et libération

Apollo EPF II Partnership, représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-).

La montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est à disposition de la Société, preuve ayant été donnée au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille cent euros (EUR 1.100,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de gérants est fixé à cinq (5) et les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- Shaun Collins, né le 23 mai 1968 à Hinckley, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 25 St. George Street, Londres W1S 1FS, Royaume-Uni;

- Patrick Mabry, né le 20 décembre 1974 à Austin, Texas, USA, ayant son adresse professionnelle au 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

- Jason Stramel, né le 26 décembre 1979 à Denver, Colorado, USA, ayant son adresse professionnelle au 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

- Matthias Prochaska, né le 7 octobre 1979 à Koblenz, Allemagne, ayant son adresse professionnelle au 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, et

- Carlo Heck, né le 5 août 1976 à Hamburg, Allemagne, ayant son adresse professionnelle au 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la personne comparante, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Drauth, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 15 décembre 2014. Relation: LAC/2014/60232. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Carole Frising.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 5 janvier 2015.

Référence de publication: 2015001490/495.

(150000718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

MBERP II (Luxembourg) 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 170.748.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts, signé en date du 15 décembre 2014, que l'associé de la Société, Meyer Bergman European Retail Partners II Holdings S.à r.l., a transféré une (1) part sociale qu'il détenait dans la Société à:

- MBERP II (Luxembourg) 7 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social à l'adresse suivante: 412F, route d'Esch, L - 1030 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, sous le numéro B180.108.

Les parts de la Société sont désormais réparties comme suit:

Meyer Bergman European Retail Partners II Holdings S.à r.l.	11.818 parts sociales
PACIFIC RISE INC. LIMITED	681 parts sociales
MBERP II (Luxembourg) 7 S.à r.l.	1 part

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

MBERP II (Luxembourg) 4 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014208291/21.

(140233272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.